

2. Économie



2. Économie

2. Économie

2.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

2.1.1. Évolution du PIB	35
2.1.2. PIB par grands secteurs d'activité (GSA)	36

2.2. Emploi

2.2.1. Secteur public	38
2.2.2. Secteur privé	41

2.3. Chiffre d'affaires

2.3.1. Évolution du chiffre d'affaires	46
2.3.2. Chiffre d'affaires par GSA	46
2.3.3. Chiffre d'affaires et nombre d'emplois par GSA en 2015	47

2.4. Activités financières

2.4.1. Établissements financiers	48
2.4.2. Évolution des dépôts, titres et crédits	48

2.5. Focus sectoriels

2.5.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	49
2.5.2. Commerce de détail	51
2.5.3. Commerce de gros	53
2.5.4. Hébergement et restauration	55
2.5.5. Industries manufacturières, extractives et autres	57

2.6. Marché de l'immobilier

2.6.1. Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements	59
2.6.2. Ventes immobilières	60
2.6.3. Reventes immobilières	61
2.6.4. Prix moyen et médian des reventes immobilières	62
2.6.5. Évolution du prix au mètre carré (m ²) des reventes immobilières	62
2.6.6. Reventes immobilières selon le quartier	63

2.7. Répertoire du Numéro d'Identification Statistique (NIS)

2.7.1. Créations et radiations d'activité par GSA	64
2.7.2. Entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI)	64
2.7.3. Gouvernance d'entreprises	65

2.8. Tourisme

2.8.1. Secteur hôtelier	66
2.8.2. Tourisme d'affaires	69
2.8.3. Croisières	70
2.8.4. Classement des restaurants	71
2.8.5. Structures d'accueil	71

2.9. Finances publiques

2.9.1. Budget de l'État	72
2.9.2. Recettes de l'État	73
2.9.3. Dépenses de l'État	74
2.9.4. Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)	75
2.9.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)	76
2.9.6. Monopoles exploités par l'État	78
2.9.7. Monopoles concédés par l'État	80
2.9.8. Évolution des traitements de la Fonction publique	81

2.10. Commerce extérieur

2.10.1. Échanges commerciaux	82
2.10.2. Échanges commerciaux par classe de produits A17	83
2.10.3. Balance commerciale	84
2.10.4. Échanges commerciaux selon la zone géographique	85
2.10.5. Échanges commerciaux selon le pays	86

2.11. Propriété Intellectuelle, Marques et Brevets, Dessins et Modèles

2.11.1. Dossiers gérés par l'Office selon le domaine	87
2.11.2. Activité des titres de propriété industrielle en Principauté	87

2. Économie

2.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

2.1.1. Évolution du PIB

Le PIB monégasque pour l'année 2014 s'élève à 5,32 milliards d'euros contre 4,94 milliards en 2013. Le taux de croissance, calculé sur le PIB corrigé de l'effet inflation est de +7,2 %.

> Évolution du PIB en valeur et en volume

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
PIB en valeur en millions d'euros	3 379,7	3 653,1	4 287,4	4 421,5	3 924,9	4 048,8	4 374,2	4 469,8	4 936,0	5 321,3
Indice des prix ⁽¹⁾	92,1	94,1	96,5	98,8	98,9	100,0	100,9	102,1	102,9	103,5
PIB en volume en millions d'euros	3 668,2	3 881,0	4 441,1	4 473,6	3 967,3	4 048,8	4 333,3	4 377,4	4 797,5	5 142,7
Évolution en volume		5,8%	14,4%	0,7%	-11,3%	2,1%	7,0%	1,0%	9,6%	7,2%

Source : IMSEE

Après le tassement constaté en 2009, le PIB poursuit sa croissance et dépasse pour la première fois le seuil des 5 milliards à 5,32 milliards d'euros.

Toutes les composantes du PIB, hormis les subventions, ont participé positivement au résultat.

Comme en 2013, c'est l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) des entreprises qui connaît la plus forte progression. En net recul en 2009, suite à la crise financière internationale, il n'a retrouvé son niveau d'avant crise qu'en 2013. Il connaît depuis deux ans une forte augmentation (+15 % en 2013 et +9 % en 2014), signe que les entreprises ont définitivement surmonté cet épisode. Il dépasse les 2,2 milliards et représente près de 40 % de la richesse créée.

La progression de l'emploi (secteur public et privé) de 2,7 % au 31 décembre 2014 et celle des salaires entraînent une croissance de +4,2 % en volume de la masse salariale globale. Celle-ci représente la moitié du PIB ce qui signifie que cette part correspond à la redistribution sous forme de salaires et cotisations de la richesse annuellement créée.

Les impôts versés sur les produits ont fortement progressé (+14,2 %). Ils contribuent à hauteur de près de 10 % à la richesse produite. Cette hausse est principalement due aux bons résultats du secteur de l'immobilier. En effet, la TVA immobilière et les droits de mutations sur les transactions immobilières ont augmenté de 53 %.

Les subventions participent négativement au résultat du PIB. Après un recul de -6,1 % en 2013, le montant des subventions progresse de nouveau nettement en 2014 (+10,1 %).

> Évolution du PIB per capita

PIB per capita ⁽²⁾	2013	2014
PIB en millions d'euros courants	4 936,0	5 321,3
Population totale retenue	78 858	80 990
PIB "per capita" en euros courants	62 593	65 703
Indice des prix ⁽¹⁾	102,9	103,5
PIB "per capita" en euros constants	60 837	63 497
Évolution en volume		4,4%

Source : IMSEE

> Évolution du PIB "par salarié"

PIB "par salarié"	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
PIB en millions d'euros courants	3 379,7	3 653,1	4 287,4	4 421,5	3 924,9	4 048,8	4 374,2	4 469,8	4 936,0	5 321,3
Population salariée	44 209	45 636	47 165	48 695	48 334	49 276	48 697	49 609	50 792	52 177
PIB "par salarié" en euros courants	76 448	80 048	90 903	90 800	81 203	82 166	89 825	90 101	97 181	101 985
Indice des prix ⁽¹⁾	92,1	94,1	96,5	98,8	98,9	100,0	100,9	102,1	102,9	103,5
PIB "par salarié" en euros constants	82 974	85 043	94 162	91 869	82 080	82 166	88 985	88 237	94 454	98 562
Évolution en volume		2,5%	10,7%	-2,4%	-10,7%	0,1%	8,3%	-0,8%	7,0%	4,3%

Source : IMSEE

Le PIB par salarié s'élève à 101 985 euros. Il augmente de +4,3 % en volume. Cette croissance plus faible que celle du PIB s'explique par l'augmentation de la population de référence.

⁽¹⁾ Source : INSEE

⁽²⁾ La population de référence retenue pour le calcul du PIB "per capita" comprend deux composantes : la population résidente et celle salariée non-résidente présente sur le territoire économique.

2. Économie

2.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

2.1.2. PIB par grands secteurs d'activité (GSA)

Les performances économiques sectorielles font apparaître de grandes disparités selon l'activité.

> Évolution du PIB en valeur et en volume par GSA

	Valeur		Volume		Var 13/14	Poids
	PIB 2013	PIB 2014	PIB 2013	PIB 2014		
Activités financières et d'assurance	822,0	897,4	799,0	867,2	8,5%	16,9%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	826,3	835,5	803,2	807,5	0,5%	15,7%
Activités immobilières	415,5	540,5	403,9	522,3	29,3%	10,2%
Commerce de gros	414,3	483,9	402,7	467,6	16,1%	9,1%
Construction	381,6	415,5	370,9	401,5	8,3%	7,8%
Administration, enseignement, santé et action sociale	392,4	409,6	381,4	395,9	3,8%	7,7%
Commerce de détail	346,3	355,8	336,6	343,8	2,2%	6,7%
Hébergement et restauration	360,0	347,0	349,9	335,3	-4,2%	6,5%
Autres activités de services	231,3	343,3	224,8	331,8	47,6%	6,5%
Industries manufacturières, extractives et autres	308,5	256,6	299,8	248,0	-17,3%	4,8%
Information et communication	242,5	244,2	235,7	236,0	0,1%	4,6%
Transport et entreposage	195,2	192,1	189,8	185,6	-2,2%	3,6%
PIB en millions d'euros	4 936,0	5 321,3	4 797,5	5 142,7	7,2%	100%

Source : IMSEE

Un tiers du PIB monégasque est produit par 2 secteurs :

- Activités financières et d'assurance (16,9 %) ;
- Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien (15,7 %).

Le secteur des Activités immobilières, bénéficiant toujours d'une conjoncture favorable, progresse de 29,3 %. Son poids dans le PIB passe de 8,4 % à 10,2 % et conforte sa place de 3^{ème} contributeur au PIB.

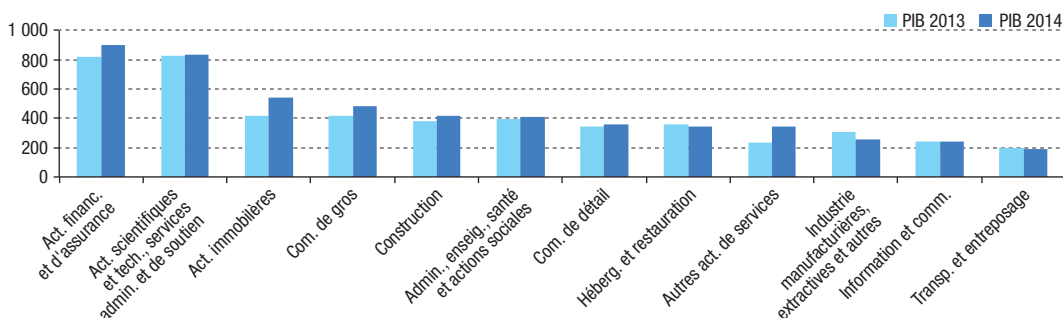
Le secteur de la Construction bénéficie encore de la réalisation de grands chantiers en Principauté ; il enregistre une croissance de +8,3 %.

Le secteur des "Autres activités de services" enregistre la plus forte progression (+47,6 %) sous l'effet d'un acteur majeur du secteur. Il représente cependant moins de 7 % du PIB total.

L'Industrie connaît une évolution négative (-17,3 %). En effet les opérations exceptionnelles d'un seul intervenant de 2013 ne se sont pas reproduites et les évolutions réglementaires qui ont concerné en 2013 les règles d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur de l'énergie sont désormais sans impact. Le PIB sectoriel est plus en accord avec la réalité économique de ce secteur. Il redescend à son niveau de 2012.

L'Hébergement et la restauration connaissent également un recul (-4,2 %) de leur PIB sectoriel en partie dû aux travaux en cours.

> Évolution du PIB en valeur



Source : IMSEE

Unité : millions d'euros

2. Économie

2.2. Emploi

Les données de l'emploi proviennent de deux sources différentes : la Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique (DRHFFP) pour le secteur public et les Caisses Sociales de Monaco (CSM) pour le secteur privé.

La partie 2.2.1. porte sur les effectifs de la Fonction publique et la partie 2.2.2. sur l'emploi du secteur privé (les travailleurs indépendants ne sont pas comptabilisés dans ces données). On distingue dans ce dernier deux unités distinctes : les salariés poids⁽¹⁾ et les emplois⁽²⁾.

Les établissements publics sont présentés à la fois dans les secteurs public et privé. En effet, les salariés des établissements publics cotisent aux CSM et sont donc comptabilisés dans le secteur privé. Toutefois, il faut aussi prendre en compte les Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics (au nombre de 9 au 31 décembre 2015), qui pour leur part sont intégrés au secteur public.

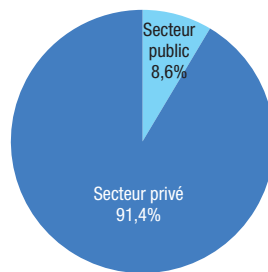
Les établissements publics comprennent : le Centre Scientifique de Monaco, le Nouveau Musée National de Monaco, le Centre Hospitalier Princesse Grace (incluant les Résidences A Quietüdine et du Cap Fleuri, ainsi que le Centre Rainier III) et la Fondation Prince Pierre⁽³⁾.

Sauf mention contraire, les données sont arrêtées à décembre 2015.

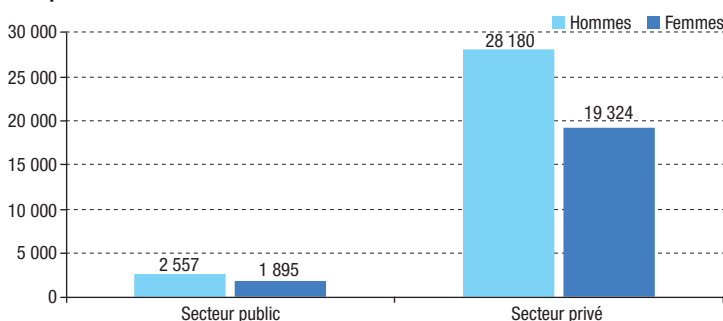
> Évolution des effectifs salariés selon le secteur

	2011	2012	2013	2014	2015
Secteur public	4 153	4 168	4 237	4 336	4 452
Secteur privé	44 544	45 441	46 600	47 903	47 504
<i>dont établissements publics</i>	<i>2 047</i>	<i>2 096</i>	<i>2 369</i>	<i>2 423</i>	<i>2 466</i>
Total	48 697	49 609	50 837	52 239	51 956

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco

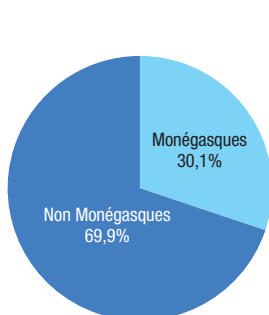


> Répartition des effectifs selon le secteur et le sexe

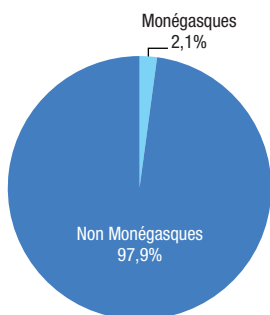


Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco

> Répartition des effectifs du secteur public selon la nationalité



> Répartition des effectifs du secteur privé selon la nationalité



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco

⁽¹⁾ La notion de "salarié poids" a été introduite depuis 2012 par les CSM : il s'agit de la représentation d'un salarié sous la forme d'un poids correspondant au prorata des heures effectuées chez ses différents employeurs. Dorénavant, toutes les données publiées sur le nombre de salariés seront calculées en "salarié poids".

⁽²⁾ Un emploi correspond au couple salarié/employeur. Un emploi actif est un emploi pour lequel il aura été déclaré au moins une heure de travail ou un salaire non nul dans la période analysée.

⁽³⁾ Uniquement pour les données 2011 et 2012, l'établissement public ayant été dissout par la Loi n° 1.396 du 13 décembre 2012 au profit de l'association "Fondation Prince Pierre de Monaco".

2. Économie

2.2. Emploi

2.2.1. Secteur public

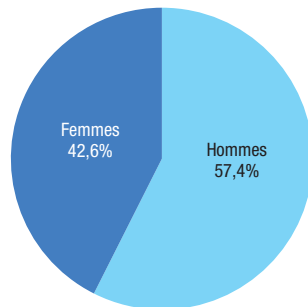
A. Caractéristiques des effectifs

> Évolution du nombre de salariés du secteur public selon le sexe

	2013	2014	2015	Évolution 2014-15
Hommes	2 480	2 511	2 557	1,8%
Femmes	1 756	1 825	1 895	3,8%
NR	1	0	0	
Total	4 237	4 336	4 452	2,7%

Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

> Répartition des salariés selon le sexe en 2015

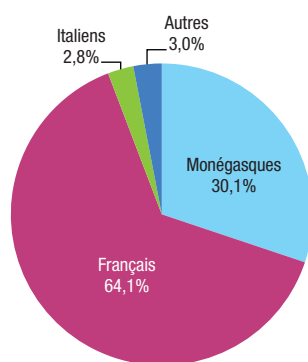


> Évolution du nombre de salariés du secteur public selon la nationalité

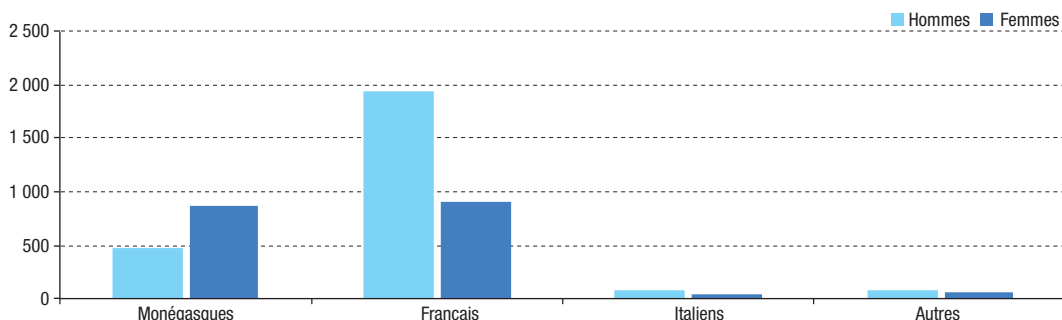
Nationalité	2013	2014	2015	Évolution 2014-15
Monégasques	1 287	1 310	1 342	2,4%
Français	2 705	2 774	2 852	2,8%
Italiens	117	121	123	1,7%
Autres	128	131	135	3,1%
Total	4 237	4 336	4 452	2,7%

Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

> Répartition des salariés selon la nationalité en 2015



> Nombre de salariés du secteur public selon le sexe et la nationalité



Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

2. Économie

2.2. Emploi

> Évolution du nombre de salariés du secteur public selon l'origine géographique

Origine géographique	2013	2014	2015	Évolution 2014-15
Monaco	2 180	2 212	2 247	1,6%
France	2 038	2 104	2 186	3,9%
Communes limitrophes ⁽¹⁾	921	959	997	4,0%
Alpes-Maritimes hors communes limitrophes	1 106	1 135	1 174	3,4%
Hors Alpes-Maritimes	11	10	15	50,0%
Italie	17	18	18	0,0%
Autres	2	2	1	-50,0%
Total	4 237	4 336	4 452	2,7%

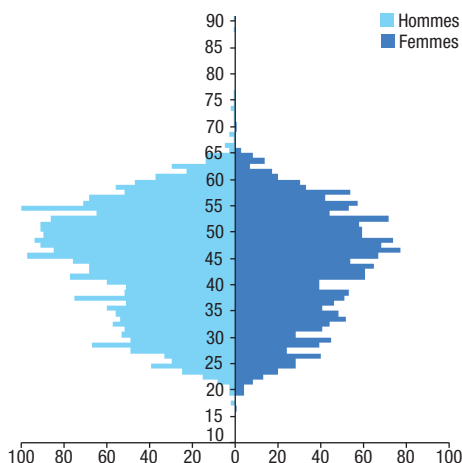
Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

> Nombre de salariés selon la commune de résidence

	2015
Monaco	2 247
Nice	455
Beausoleil	355
Cap-d'Ail	311
Menton	293
Roquebrune-Cap-Martin	232
La Turbie	99
Eze	49
Villefranche-sur-mer	30
La Trinité	27

Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

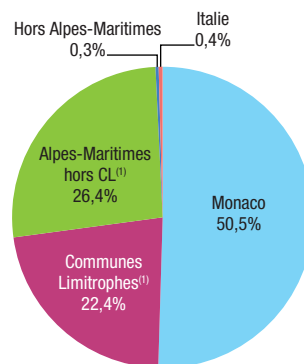
> Pyramide des âges de la Fonction publique en 2015



Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

⁽¹⁾ Communes limitrophes : Beausoleil, Cap d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

> Répartition des salariés selon l'origine géographique en 2015



Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

2. Économie

2.2. Emploi

B. Effectifs selon le rattachement administratif

> Effectifs selon le rattachement administratif et le sexe

	2013	2014	2015		Total
			Hommes	Femmes	
Palais Princier	185	191	132	58	190
Commissions, Assemblées et Corps constitués	55	58	24	38	62
Administration Gouvernementale	3 225	3 280	2 040	1 344	3 384
<i>Ministère d'État</i>	212	224	107	129	236
<i>Département de l'Intérieur</i>	1 778	1 801	1 128	704	1 832
<i>Département des Finances et de l'Économie</i>	283	284	102	189	291
<i>Département des Affaires Sociales et de la Santé</i>	164	175	62	152	214
<i>Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme</i>	697	706	608	110	718
<i>Département des Relations Extérieures et de la Coopération</i>	91	90	33	60	93
Direction des Services Judiciaires	133	134	56	82	138
Commune	630	664	302	367	669
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics	9	9	3	6	9
Total	4 237	4 336	2 557	1 895	4 452

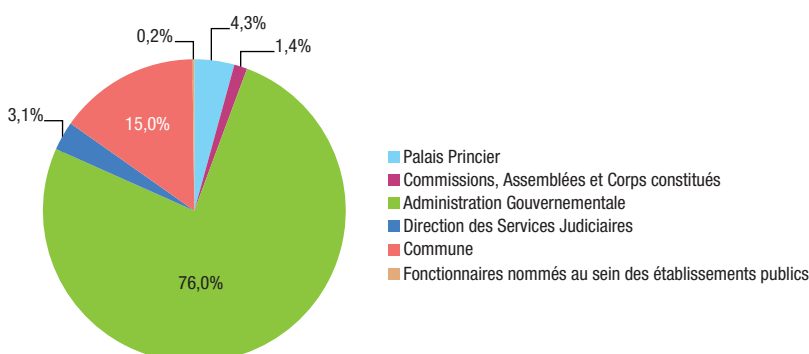
Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

> Effectifs selon le rattachement administratif et la nationalité

	2013	2014	2015		Total
			Monégasques	Non Monégasques	
Palais Princier	185	191	20	170	190
Commissions, Assemblées et Corps constitués	55	58	41	21	62
Administration Gouvernementale	3 225	3 280	1 069	2 315	3 384
<i>Ministère d'État</i>	212	224	142	94	236
<i>Département de l'Intérieur</i>	1 778	1 801	445	1 387	1 832
<i>Département des Finances et de l'Économie</i>	283	284	177	114	291
<i>Département des Affaires Sociales et de la Santé</i>	164	175	91	123	214
<i>Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme</i>	697	706	136	582	718
<i>Département des Relations Extérieures et de la Coopération</i>	91	90	78	15	93
Direction des Services Judiciaires	133	134	33	105	138
Commune	630	664	176	493	669
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics	9	9	3	6	9
Total	4 237	4 336	1 342	3 110	4 452

Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

> Effectifs selon le rattachement administratif en 2015



Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

2. Économie

2.2. Emploi

2.2.2. Secteur privé

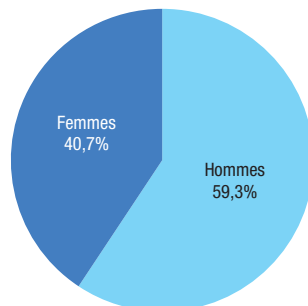
A. Caractéristiques des salariés

> Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le sexe

	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2014-15
Hommes	26 405	26 917	27 685	28 530	28 180	-1,2%
Femmes	18 139	18 524	18 914	19 373	19 324	-0,3%
Total	44 544	45 441	46 600	47 903	47 504	-0,8%

Source : Caisses sociales de Monaco

> Répartition des salariés selon le sexe en 2015



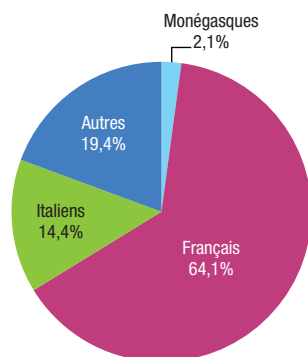
Source : Caisses sociales de Monaco

> Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon la nationalité

	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2014-15
Monégasques	916	940	958	995	1 013	1,7%
Français	29 475	29 795	30 200	30 774	30 455	-1,0%
Italiens	6 048	6 245	6 583	6 782	6 836	0,8%
Autres	8 104	8 461	8 859	9 352	9 201	-1,6%
Total	44 544	45 441	46 600	47 903	47 504	-0,8%

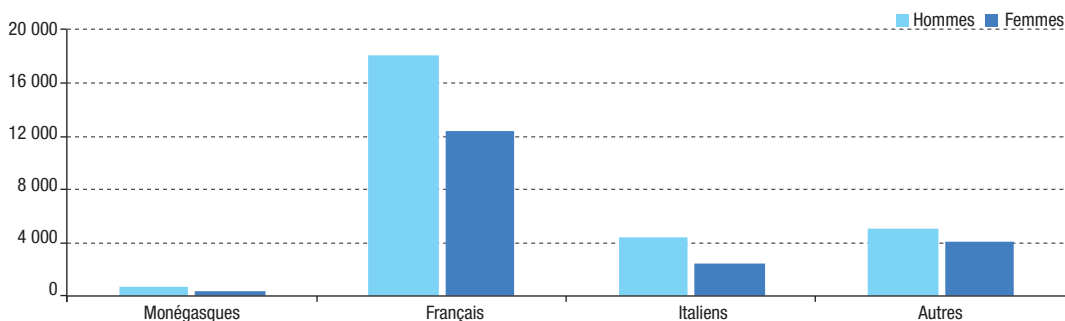
Source : Caisses sociales de Monaco

> Répartition des salariés selon la nationalité en 2015



Source : Caisses sociales de Monaco

> Nombre de salariés du secteur privé selon le sexe et la nationalité



Source : Caisses sociales de Monaco

2. Économie

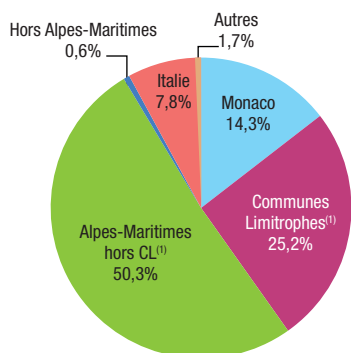
2.2. Emploi

> Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon l'origine géographique

	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2014-15
Monaco	6 673	6 698	6 771	6 809	6 778	-0,4%
France	34 021	34 632	35 463	36 402	36 205	-0,5%
Communes limitrophes ⁽¹⁾	11 249	11 548	11 809	12 003	11 985	-0,2%
Alpes-Maritimes hors communes limitrophes	22 376	22 812	23 373	24 113	23 918	-0,8%
Hors Alpes-Maritimes	396	272	281	287	302	5,2%
Italie	3 601	3 717	3 829	3 854	3 704	-3,9%
Autres	250	395	537	818	817	-0,1%
Non renseigné	0	0	0	20	0	
Total	44 544	45 441	46 600	47 903	47 504	-0,8%

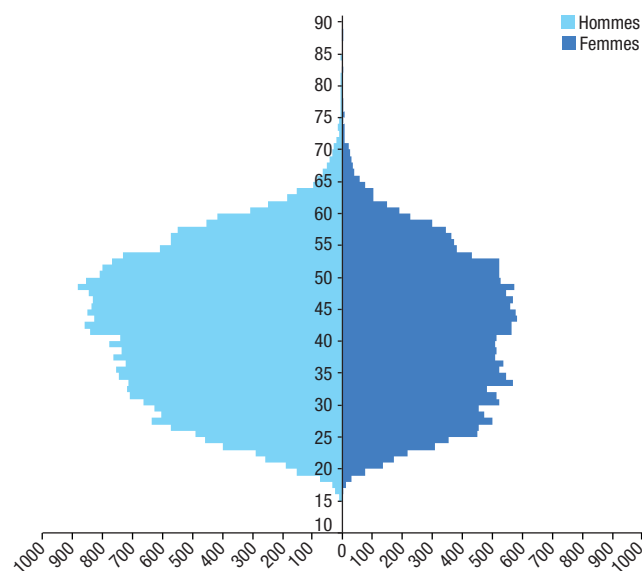
Source : Caisses sociales de Monaco

> Répartition des salariés selon l'origine géographique en 2015



Source : Caisses sociales de Monaco

> Pyramide des âges des salariés du secteur privé en 2015



Source : Caisses sociales de Monaco

⁽¹⁾ Communes limitrophes : Beausoleil, Cap d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

2. Économie

2.2. Emploi

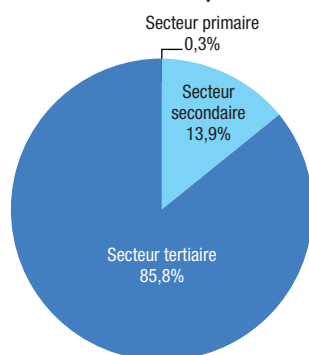
B. Salariés par secteur

> Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le secteur économique

	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2014-15
Secteur primaire	210	205	135	155	129	-16,8%
Secteur secondaire	6 919	6 911	6 959	7 001	6 611	-5,6%
Secteur tertiaire	37 415	38 325	39 506	40 747	40 764	0,0%
Total	44 544	45 441	46 600	47 903	47 504	-0,8%

Source : Caisses sociales de Monaco

> Répartition des salariés selon le secteur économique en 2015



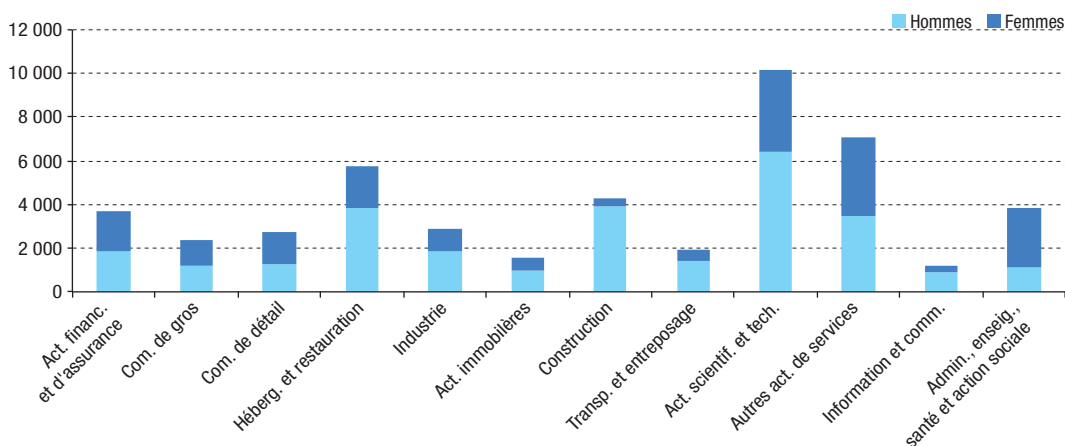
Source : Caisses sociales de Monaco

> Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon les grands secteurs d'activité

	2011	2012	2013	2014	2015		
					Hommes	Femmes	Total
Activités financières et d'assurance	3 311	3 424	3 507	3 566	1 825	1 895	3 720
Commerce de gros	2 290	2 230	2 171	2 259	1 183	1 162	2 345
Commerce de détail	2 606	2 652	2 716	2 723	1 247	1 516	2 763
Hébergement et restauration	5 416	5 647	5 960	5 868	3 867	1 888	5 756
Industries manufacturières, extractives et autres	3 423	3 345	3 215	3 174	1 853	1 019	2 872
Activités immobilières	1 412	1 427	1 471	1 481	981	551	1 533
Construction	4 122	4 190	4 297	4 402	3 940	369	4 309
Transport et entreposage	1 738	1 842	1 945	1 967	1 426	514	1 939
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	9 489	9 814	10 029	10 646	6 401	3 780	10 180
Autres activités de services	6 175	6 237	6 390	6 824	3 462	3 600	7 062
Information et communication	1 206	1 202	1 172	1 200	893	300	1 193
Administration, enseignement, santé et action sociale	3 356	3 432	3 727	3 794	1 103	2 729	3 832
Total	44 544	45 441	46 600	47 903	28 180	19 324	47 504

Source : Caisses sociales de Monaco

> Nombre de salariés du secteur privé selon les grands secteurs d'activité et le sexe en 2015



Source : Caisses sociales de Monaco

2. Économie

2.2. Emploi

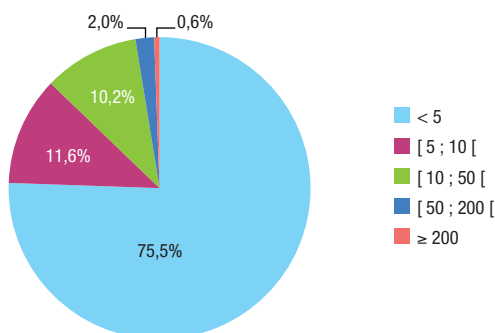
C. Employeurs

> Répartition du nombre d'employeurs selon les GSA et la tranche de salariés en 2015

	< 5	[5 ; 10 [[10 ; 50 [[50 ; 200 [≥ 200	Total
Activités financières et d'assurance	106	43	34	15	4	202
Commerce de gros	254	67	63	4	0	388
Commerce de détail	318	88	63	1	1	471
Hébergement et restauration	67	63	48	10	5	193
Industries manufacturières, extractives et autres	46	24	40	12	2	124
Activités immobilières	352	63	35	0	0	450
Construction	123	68	104	14	1	310
Transport et entreposage	53	27	30	10	0	120
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	360	114	99	29	12	614
Autres activités de services	2 526	78	31	9	4	2 648
<i>dont employeurs des gens de maison</i>	2 130	19	2	1	0	2 152
Information et communication	69	23	26	4	1	123
Administration, enseignement, santé et action sociale	58	10	14	6	3	91
Total	4 332	668	587	114	33	5 734
Total hors employeurs des gens de maison	2 202	649	585	113	33	3 582

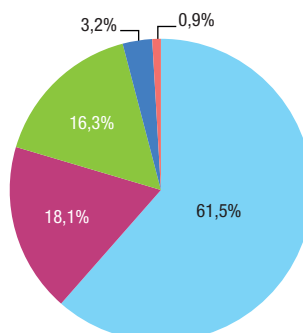
Source : Caisses sociales de Monaco

> Répartition du nombre d'employeurs selon la tranche de salariés



Source : Caisses sociales de Monaco

> Répartition du nombre d'employeurs selon la tranche de salariés (hors employeurs de gens de maison)



Source : Caisses sociales de Monaco

2. Économie

2.2. Emploi

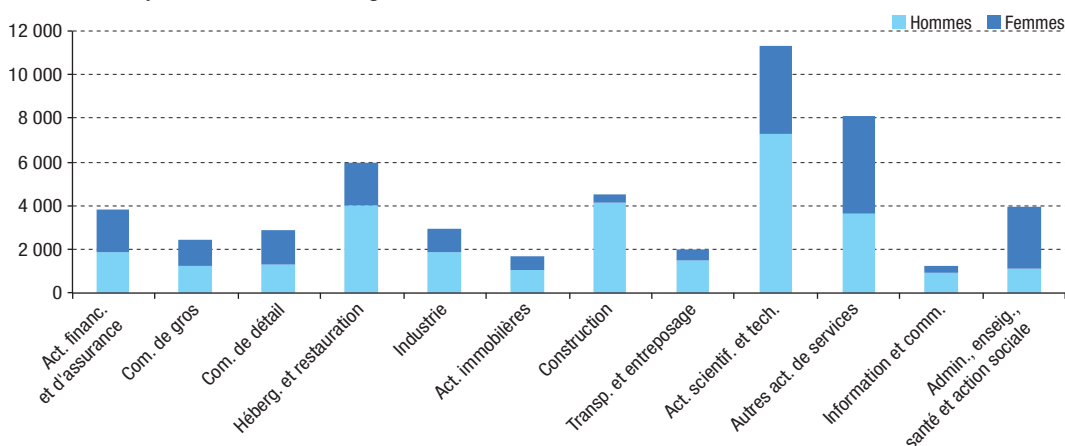
D. Emplois par grand secteur d'activité

> Nombre d'emplois selon le sexe et les grands secteurs d'activité

	Hommes		Femmes		Total	
Activités financières et d'assurance	1 847	6,2%	1 935	9,3%	3 782	7,5%
Commerce de gros	1 207	4,1%	1 210	5,8%	2 417	4,8%
Commerce de détail	1 272	4,3%	1 567	7,5%	2 839	5,6%
Hébergement et restauration	3 999	13,5%	1 941	9,3%	5 940	11,8%
Industries manufacturières, extractives et autres	1 862	6,3%	1 030	4,9%	2 892	5,7%
Activités immobilières	1 036	3,5%	617	3,0%	1 653	3,3%
Construction	4 108	13,8%	399	1,9%	4 507	8,9%
Transport et entreposage	1 458	4,9%	525	2,5%	1 983	3,9%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	7 234	24,4%	4 058	19,5%	11 292	22,3%
Autres activités de services	3 636	12,2%	4 466	21,4%	8 102	16,0%
Information et communication	907	3,1%	308	1,5%	1 215	2,4%
Administration, enseignement, santé et action sociale	1 118	3,8%	2 793	13,4%	3 911	7,7%
Total	29 684	58,7%	20 849	41,3%	50 533	100%

Source : Caisses sociales de Monaco

> Nombre d'emplois selon le sexe et les grands secteurs d'activité



Source : Caisses sociales de Monaco

E. Recettes, dépenses et cotisations des Caisses Sociales

	CCSS ⁽¹⁾			CAMTI ⁽²⁾		Cotisations de la CCSS		
	Produits techniques du régime général	Prestations médicales	Prestations familiales	Produits techniques	Prestations médicales	Taux ⁽³⁾	Plafonds	
2009-2010	201 464	148 241	43 445	9 142	7 498	2010-2011	16,0	7 600
2010-2011	219 025	149 093	44 443	9 729	7 632	2011-2012	15,7	7 800
2011-2012	224 723	155 447	45 407	10 113	9 117	2012-2013	15,4	7 950
2012-2013	229 951	165 643	47 577	11 174	8 788	2013-2014	15,6	8 050
2013-2014	240 465	172 831	48 585	12 134	9 447	2014-2015	15,4	8 150
2014-2015	244 231	176 653	49 793	12 925	10 971	2015-2016	15,4	8 300

Source : Caisses sociales de Monaco

Unité : milliers d'euros

Source : Caisses sociales de Monaco

Unité : en euro

⁽¹⁾ CCSS : Caisse de Compensation des Services Sociaux.

⁽²⁾ CAMTI : Caisse d'Assurance Maladie et Maternité des Travailleurs Indépendants.

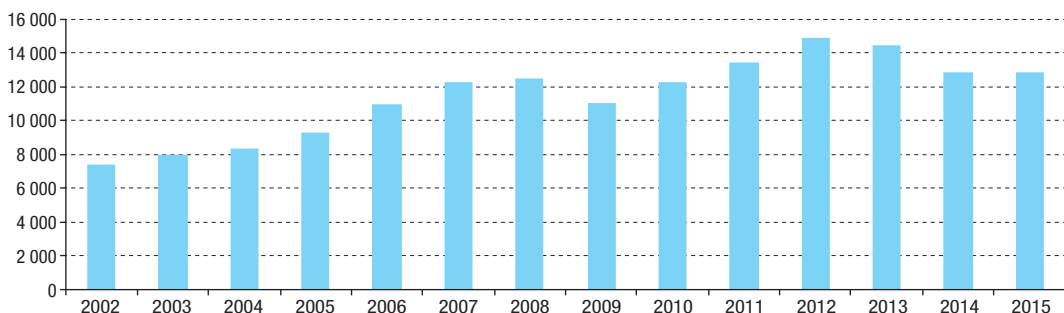
⁽³⁾ Il s'agit du taux de cotisation : CCSS (Régime Général + Fonds Social) + OMT. Ce taux n'inclut pas la cotisation CGCS de 0,05% qui n'a pas évolué depuis le 01/10/1988.

2. Économie

2.3. Chiffre d'affaires

2.3.1. Évolution du chiffre d'affaires

> Évolution du chiffre d'affaires



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : millions d'euros

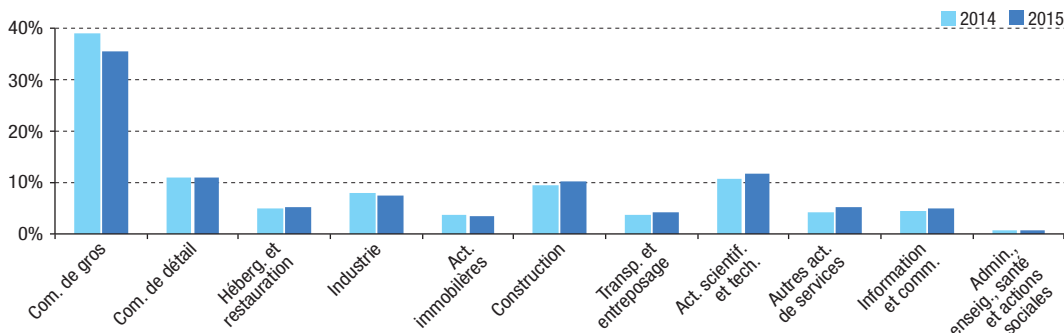
2.3.2. Chiffre d'affaires par GSA

> Évolution du chiffre d'affaires par GSA

	2014	2015	Variation
Activités financières et d'assurance	1 674,5	1 708,6	2,0%
Commerce de gros	5 034,8	4 571,8	-9,2%
Commerce de détail	1 429,3	1 423,0	-0,4%
Hébergement et restauration	625,4	665,5	6,4%
Industries manufacturières, extractives et autres	1 032,1	964,4	-6,6%
Activités immobilières	492,5	457,6	-7,1%
Construction	1 218,5	1 307,4	7,3%
Transport et entreposage	482,5	543,2	12,6%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 369,0	1 515,2	10,7%
Autres activités de services	551,1	664,4	20,6%
Information et communication	564,3	637,5	13,0%
Administration, enseignement, santé et action sociale	81,0	86,0	6,2%
Total⁽¹⁾	12 880,6	12 836,1	-0,3%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

> Évolution de la part du chiffre d'affaires par GSA



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : millions d'euros

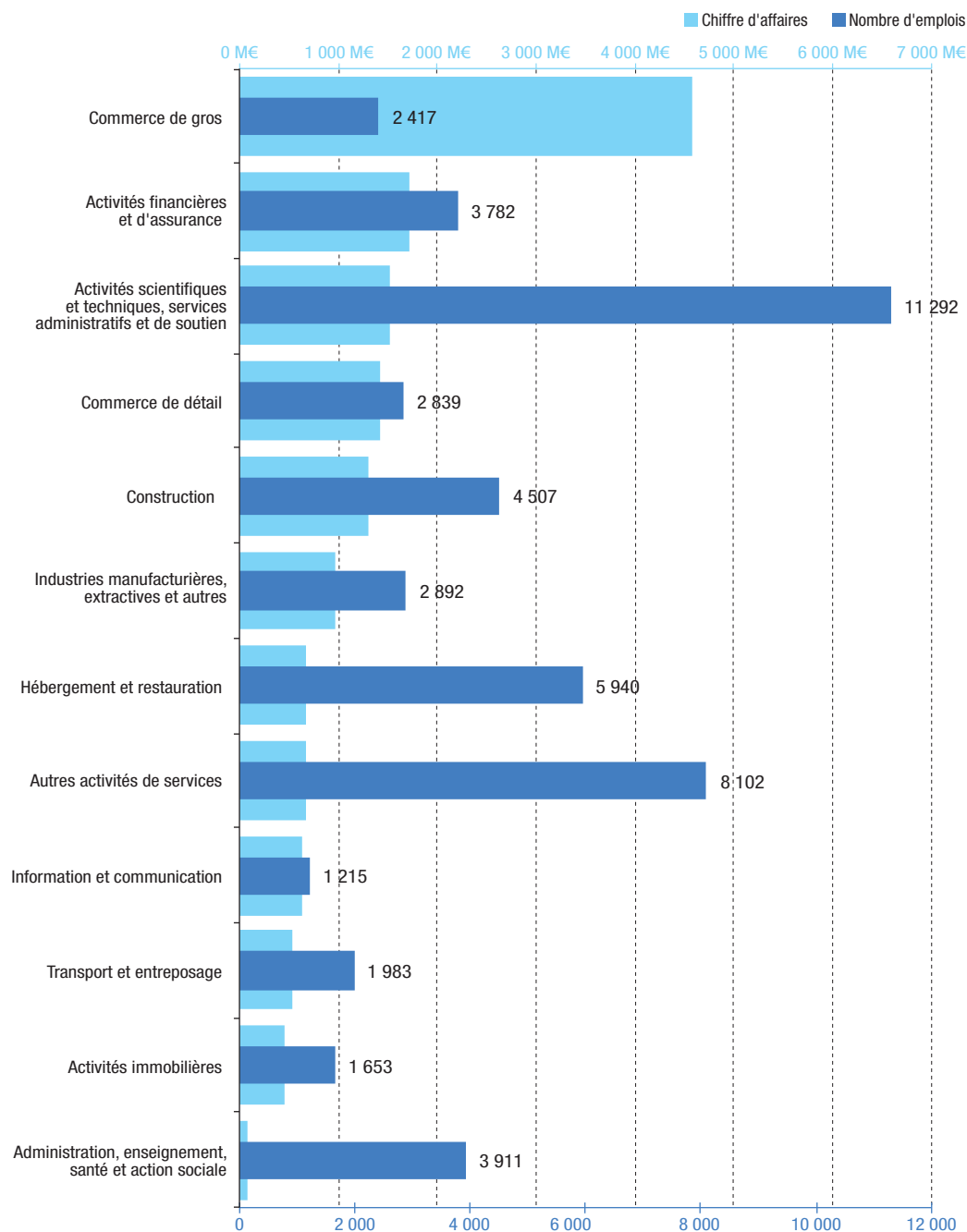
⁽¹⁾ Le total du chiffre d'affaires n'inclut pas celui des activités financières et d'assurance. Le chiffre d'affaires étant un indicateur moins pertinent que pour les autres secteurs, il est donné à titre indicatif.

2. Économie

2.3. Chiffre d'affaires

2.3.3. Chiffre d'affaires et nombre d'emplois par GSA en 2015

> Chiffre d'affaires et nombre d'emplois par GSA



Sources : Direction des Services Fiscaux, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Total CA hors Activités financières et d'assurance : 12 836 millions d'euros

Total Emplois : 50 533

2. Économie

2.4. Activités financières

2.4.1. Établissements financiers

> Évolution du nombre de banques (établissements habilités à recevoir tous types de dépôts)

	2011	2012	2013	2014	2015
Sociétés de droit monégasque	18	18	18	18	17
Succursales de banques ayant leur siège à l'étranger	4	4	4	4	3
Établissements à statut particulier	1	1	1	1	1
Succursales de banques françaises	13	13	12	12	12
Succursales de banques françaises sous contrôle étranger	0	0	0	0	0
Total	36	36	35	35	33

Source : Direction du Budget et du Trésor

> Évolution du nombre de sociétés financières

	2011	2012	2013	2014	2015
Sociétés financières de droit monégasque	1	1	1	1	0
Succursales de sociétés financières françaises	2	2	2	2	3
Total	3	3	3	3	3

Source : Direction du Budget et du Trésor

> Évolution du nombre de Fonds Communs de Placements Monégasques

	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre	59	60	62	64	60
Actifs nets (en milliards d'euros)	4,60	4,98	5,05	4,62	4,10

Source : Direction du Budget et du Trésor

> Évolution du nombre de Sociétés de Gestion de Portefeuille

	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre	46	46	51	58	55

Source : Direction du Budget et du Trésor

> Évolution du nombre de salariés

	2011	2012	2013	2014	2015
Effectifs	3 357	3 465	3 548	3 620	3 782
dont banques	2 466	2 510	2 532	2 575	2 757

Source : Caisses Sociales de Monaco

2.4.2. Évolution des dépôts, titres et crédits

> Évolution des dépôts, titres et crédits

	2011	2012	2013	2014	2015
Ressources de la Place	83,2	95,8	101,8	108,4	116,7
Dépôts	28,9	32,0	32,9	36,0	40,2
Titres	54,3	63,8	68,8	72,4	76,5
Clientèle non financière	49,1	58,3	63,2	67,0	71,8
Clientèle financière	5,1	5,5	5,6	5,4	4,7
Crédits	16,1	18,2	19,0	21,1	22,4

Source : Direction du Budget et du Trésor

Unité : milliards d'euros

2. Économie

2.5. Focus sectoriels

2.5.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

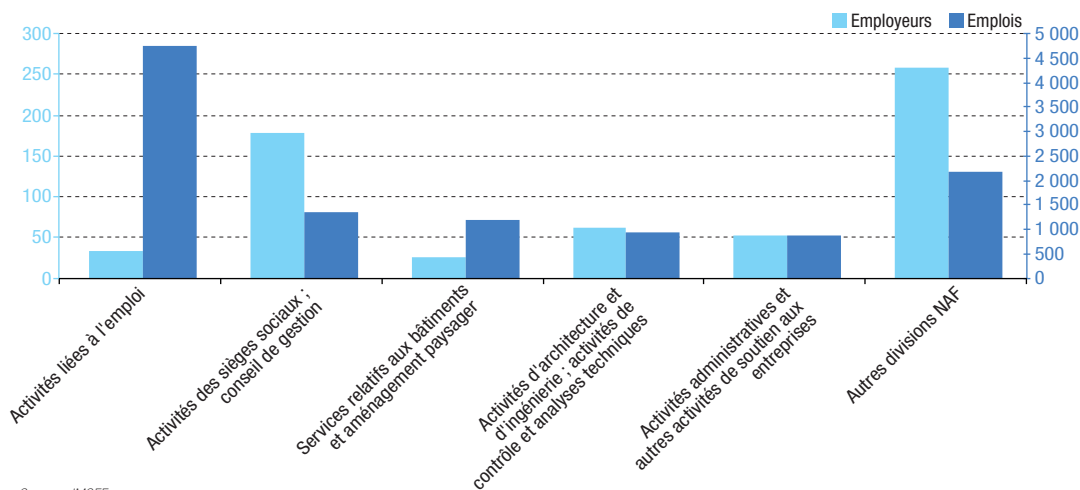
Le secteur des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien est l'ensemble des activités professionnelles, scientifiques et techniques spécialisées nécessitant un niveau de formation élevé et apportant des connaissances et compétences spécialisées aux utilisateurs, ainsi que l'ensemble des diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises comme par exemple les experts comptables, les notaires, les architectes, les agences de voyage, les agences d'intérim...

> Nombre d'emplois et d'employeurs par division NAF en 2015

	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2014-15	Nb	Variation 2014-15	
Activités liées à l'emploi	33	3,1%	4 749	-9,0%	42,1%
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	179	2,9%	1 343	4,0%	11,9%
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	27	0,0%	1 195	-2,2%	10,6%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	63	6,8%	955	-0,8%	8,5%
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	53	1,9%	880	-20,2%	7,8%
Autres divisions NAF	259	10,2%	2 170	9,4%	19,2%
Total Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	614	6,0%	11 292	-4,1%	100%
Total en Principauté	5 734	3,3%	50 533	-0,7%	

Source : IMSSEE

> Nombre d'emplois et d'employeurs par division NAF en 2015



Source : IMSSEE

2. Économie

2.5. Focus sectoriels

> Poids des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien dans le PIB

	PIB 2014	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	Poids
Rémunérations des salariés	2 560,6	459,7	18,0%
Excédent brut d'exploitation	2 136,2	270,9	12,7%
Impôts	662,4	82,7	12,5%
Subventions	-216,6	- 5,7	2,6%
PIB en millions d'euros constants	5 142,7	807,5	15,7%

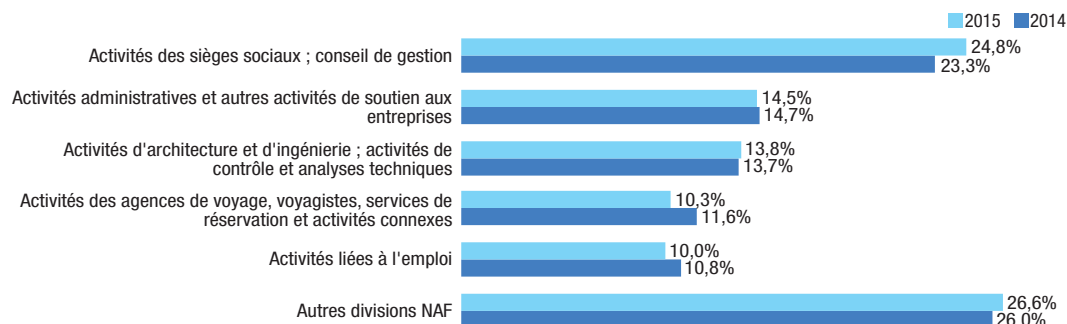
Source : IMSEE

> Évolution du Chiffre d'affaires (CA) par division NAF

	2014	2015	Variation
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	318,4	375,2	17,8%
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	200,7	220,2	9,7%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	187,0	208,6	11,6%
Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	158,7	156,0	-1,7%
Activités liées à l'emploi	147,6	151,8	2,8%
Autres divisions NAF	356,6	403,5	13,1%
Total CA Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 369,0	1 515,2	10,7%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	12 880,6	12 836,1	-0,3%

Source : IMSEE

> Répartition du CA par division NAF



Source : IMSEE

Unité : millions d'euros

2. Économie

2.5. Focus sectoriels

2.5.2. Commerce de détail

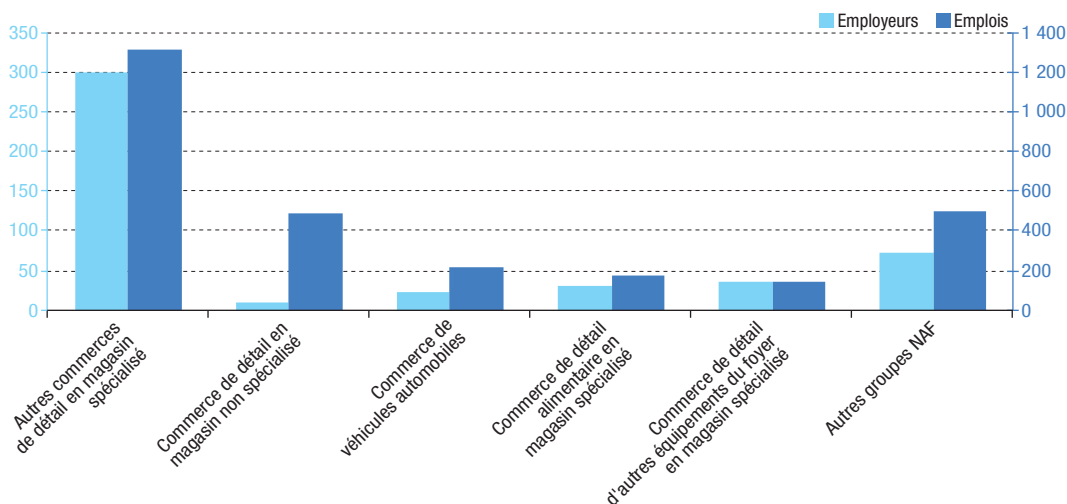
Le Commerce de détail est défini comme la revente (vente sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion. Ce secteur ne comprend donc pas, selon la Nomenclature d'Activités Française (NAF 2008), les restaurants, bars, salons de coiffures, etc... En revanche, en Principauté, le Commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles sont inclus dans le commerce de détail.

> Nombre d'emplois et d'employeurs par groupe NAF en 2015

	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2014-15	Nb	Variation 2014-15	
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	299	1,7%	1 313	4,4%	46,2%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	11	-15,4%	491	-0,6%	17,3%
Commerce de véhicules automobiles	22	0,0%	213	9,8%	7,5%
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	32	3,2%	172	11,7%	6,1%
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	35	2,9%	149	-4,5%	5,2%
Autres groupes NAF	72	-1,4%	501	-7,6%	17,6%
Total Commerce de détail	471	0,9%	2 839	1,5%	100%
Total en Principauté	5 734	3,3%	50 533	-0,7%	

Source : IMSEE

> Nombre d'emplois et d'employeurs par groupe NAF en 2015



Source : IMSEE

2. Économie

2.5. Focus sectoriels

> Poids du Commerce de détail dans le PIB

	PIB 2014	Commerce de détail	Poids
Rémunérations des salariés	2 560,6	104,2	4,1%
Excédent brut d'exploitation	2 136,2	164,9	7,7%
Impôts	662,4	77,9	11,8%
Subventions	-216,6	- 3,2	1,5%
PIB en millions d'euros constants	5 142,7	343,8	6,7%

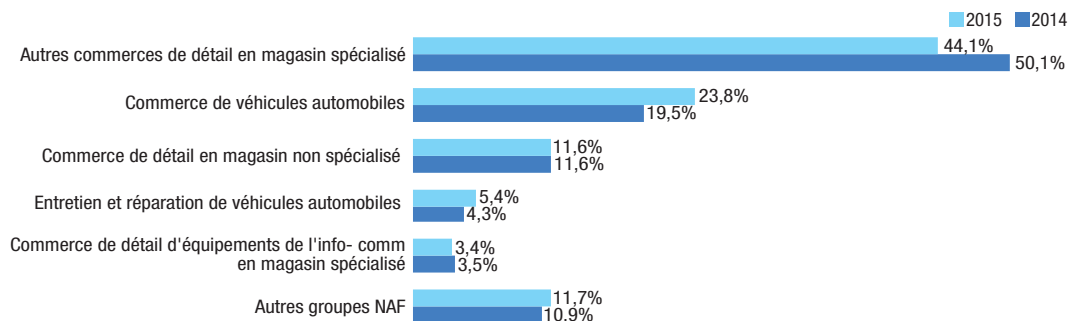
Source : IMSSEE

> Évolution du Chiffre d'affaires (CA) par groupe NAF

	2014	2015	Variation
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	716,1	627,4	-12,4%
Commerce de véhicules automobiles	279,3	338,5	21,2%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	165,4	165,7	0,2%
Entretien et réparation de véhicules automobiles	62,1	76,3	22,8%
Commerce de détail d'équipements de l'info- comm en magasin spécialisé	50,2	48,9	-2,6%
Autres groupes NAF	156,2	166,2	6,4%
Total CA Commerce de détail	1 429,3	1 423,0	-0,4%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	12 880,6	12 836,1	-0,3%

Source : IMSSEE

> Répartition du CA par groupe NAF



Source : IMSSEE

2. Économie

2.5. Focus sectoriels

2.5.3. Commerce de gros

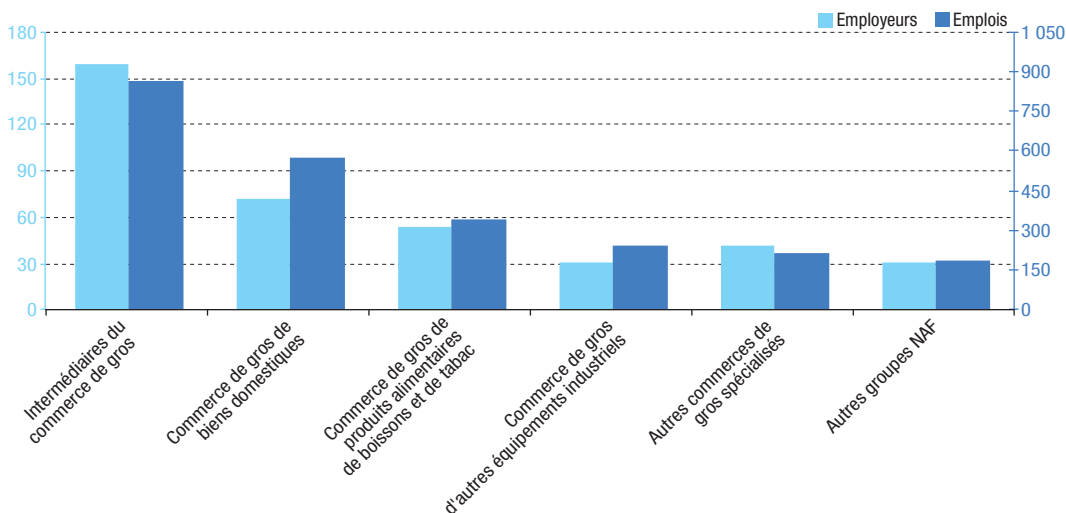
Le Commerce de gros ou commerce interentreprises regroupe l'ensemble des entreprises qui achètent et/ou vendent des biens et des services exclusivement à d'autres entreprises ou acheteurs professionnels. Ce secteur comprend le commerce de gros pour compte propre ou pour le compte de tiers (intermédiaires du commerce) et concerne les activités de commerce intérieur ou le commerce de gros international (importation/exportation).

> Nombre d'emplois et d'employeurs par groupe NAF en 2015

	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2014-15	Nb	Variation 2014-15	
Intermédiaires du commerce de gros	159	8,9%	863	7,6%	35,7%
Commerce de gros de biens domestiques	72	0,0%	572	-1,2%	23,7%
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	54	0,0%	341	6,9%	14,1%
Commerce de gros d'autres équipements industriels	31	-3,1%	242	3,9%	10,0%
Autres commerces de gros spécialisés	41	2,5%	214	1,9%	8,9%
Autres groupes NAF	31	0,0%	185	1,6%	7,7%
Total Commerce de gros	388	3,5%	2 417	4,0%	100%
Total en Principauté	5 734	3,3%	50 533	-0,7%	

Source : IMSEE

> Nombre d'emplois et d'employeurs par groupe NAF en 2015



Source : IMSEE

2. Économie

2.5. Focus sectoriels

> Poids du Commerce de gros dans le PIB

	PIB 2014	Commerce de gros	Poids
Rémunérations des salariés	2 560,6	128,4	5,0%
Excédent brut d'exploitation	2 136,2	272,7	12,8%
Impôts	662,4	69,5	10,5%
Subventions	-216,6	- 3,0	1,4%
PIB en millions d'euros constants	5 142,7	467,6	9,1%

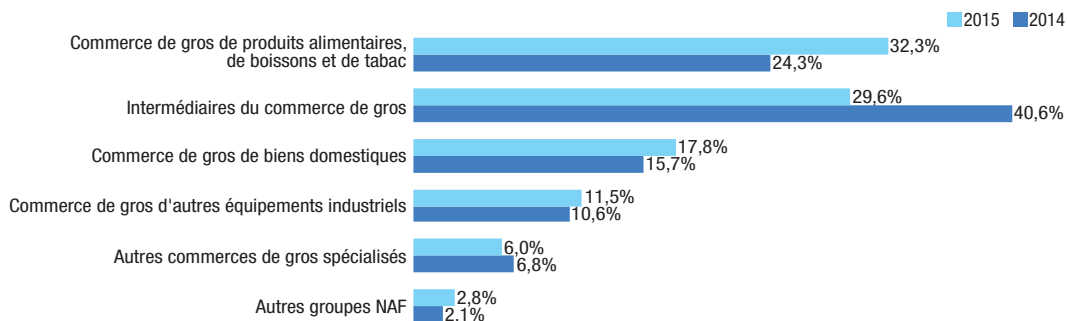
Source : IMSSEE

> Évolution du Chiffre d'affaires (CA) par groupe NAF

	2014	2015	Variation
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	1 223,2	1 474,9	20,6%
Intermédiaires du commerce de gros	2 041,6	1 353,0	-33,7%
Commerce de gros de biens domestiques	788,0	812,7	3,1%
Commerce de gros d'autres équipements industriels	532,4	525,3	-1,3%
Autres commerces de gros spécialisés	344,2	276,0	-19,8%
Autres groupes NAF	105,4	129,9	23,3%
Total CA Commerce de gros	5 034,8	4 571,8	-9,2%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	12 880,6	12 836,1	-0,3%

Source : IMSSEE

> Répartition du CA par groupe NAF



Source : IMSSEE

2. Économie

2.5. Focus sectoriels

2.5.4. Hébergement et restauration

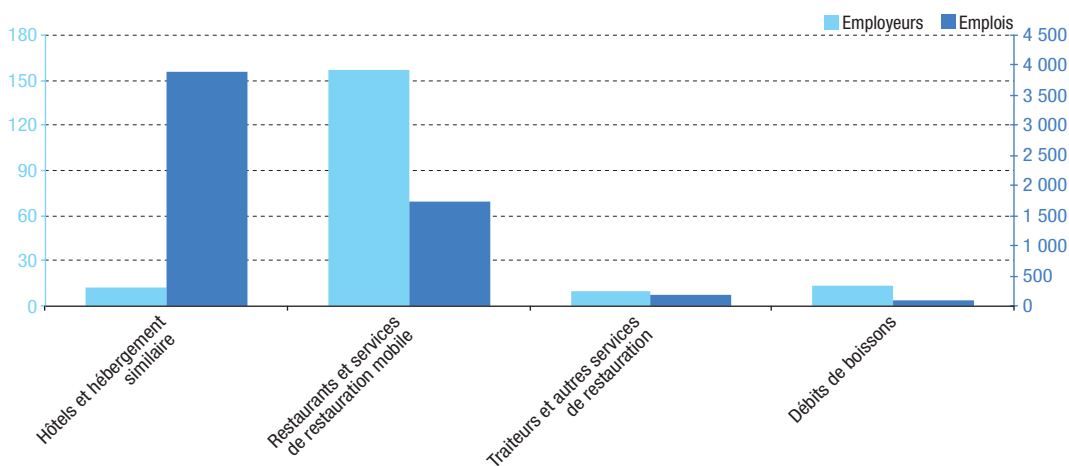
Le secteur Hébergement et restauration comprend la mise à disposition de lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée pour des visiteurs ou d'autres voyageurs ainsi que la fourniture de repas complets pour consommation immédiate. Ce secteur ne comprend pas la préparation de repas et de boissons qui ne sont pas destinés à une consommation immédiate ou qui sont vendus par l'intermédiaire de canaux de distribution indépendants, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'activités de commerce de gros ou de détail.

> Nombre d'emplois et d'employeurs par groupe NAF en 2015

	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2014-15	Nb	Variation 2014-15	
Hôtels et hébergement similaire	12	0,0%	3 887	-4,3%	65,4%
Restaurants et services de restauration mobile	157	-1,9%	1 744	1,2%	29,4%
Traiteurs et autres services de restauration	10	-16,7%	198	27,7%	3,3%
Débîts de boissons	14	-12,5%	111	-15,3%	1,9%
Total Hébergement et restauration	193	-3,5%	5 940	-2,2%	100%
Total en Principauté	5 734	3,3%	50 533	-0,7%	

Source : IMSEE

> Nombre d'emplois et d'employeurs par groupe NAF en 2015



Source : IMSEE

2. Économie

2.5. Focus sectoriels

> Poids de l'Hébergement et restauration dans le PIB

	PIB 2014	Hébergement et restauration	Poids
Rémunérations des salariés	2 560,6	225,6	8,8%
Excédent brut d'exploitation	2 136,2	73,7	3,4%
Impôts	662,4	36,0	5,4%
Subventions	-216,6	-	-
PIB en millions d'euros constants	5 142,7	335,3	6,5%

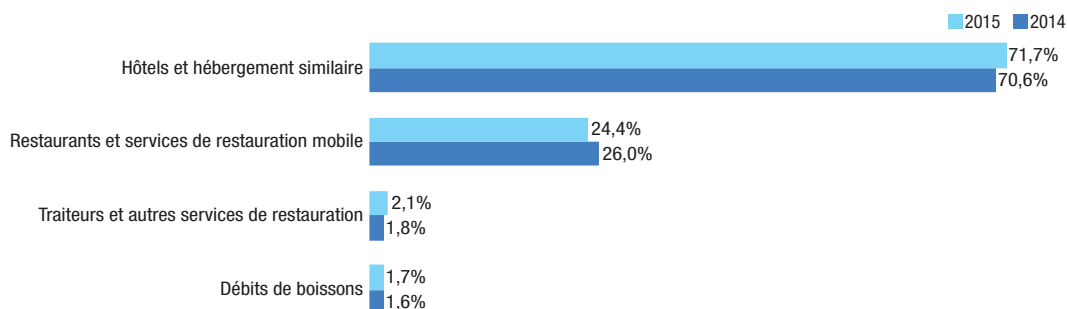
Source : IMSEE

> Évolution du Chiffre d'affaires (CA) par groupe NAF

	2014	2015	Variation
Hôtels et hébergement similaire	441,4	477,4	8,2%
Restaurants et services de restauration mobile	162,6	162,4	-0,1%
Traiteurs et autres services de restauration	11,3	14,1	24,5%
Débites de boissons	10,1	11,6	14,5%
Total CA Hébergement et restauration	625,4	665,5	6,4%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	12 880,6	12 836,1	-0,3%

Source : IMSEE

> Répartition du CA par groupe NAF



Source : IMSEE

2. Économie

2.5. Focus sectoriels

2.5.5. Industries manufacturières, extractives et autres

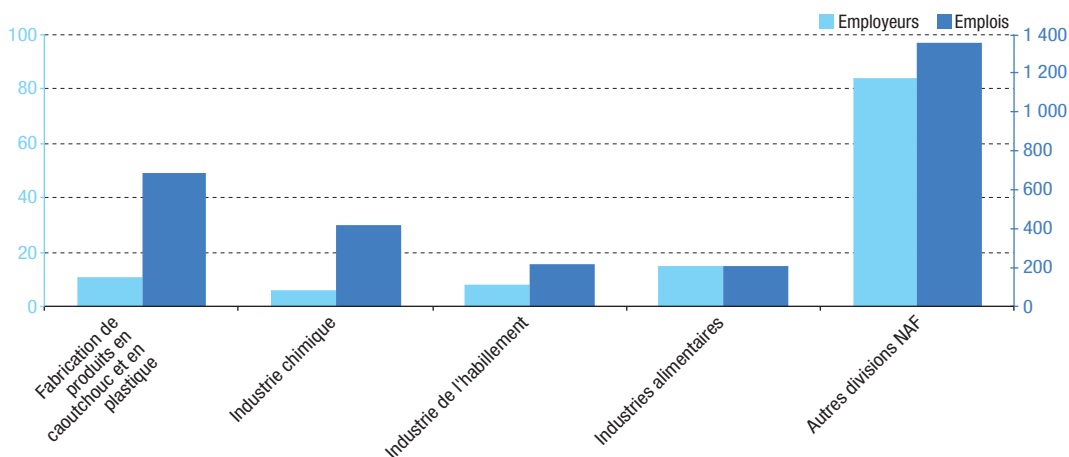
Les Industries manufacturières, extractives et autres regroupent l'ensemble des activités tournées vers la production en série de biens grâce à la transformation des matières premières ou de matières ayant déjà subi une ou plusieurs transformations et à l'exploitation des sources d'énergie. Ce secteur comprend également la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, l'assainissement ainsi que l'artisanat.

> Nombre d'emplois et d'employeurs par division NAF en 2015

	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2014-15	Nb	Variation 2014-15	
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	11	0,0%	689	-8,6%	23,8%
Industrie chimique	6	-14,3%	420	-4,8%	14,5%
Industrie de l'habillement	8	0,0%	216	-1,8%	7,5%
Industries alimentaires	15	15,4%	205	2,5%	7,1%
Autres divisions NAF	84	7,7%	1 362	-13,7%	47,1%
Total Industries manufacturières, extractives et autres	124	6,0%	2 892	-9,5%	100%
Total en Principauté	5 734	3,3%	50 533	-0,7%	

Source : IMSEE

> Nombre d'emplois et d'employeurs par division NAF en 2015



Source : IMSEE

2. Économie

2.5. Focus sectoriels

> Poids de l'Industrie dans le PIB

	PIB 2014	Industries manufacturières, extractives et autres	Poids
Rémunérations des salariés	2 560,6	137,5	5,4%
Excédent brut d'exploitation	2 136,2	84,0	3,9%
Impôts	662,4	29,8	4,5%
Subventions	-216,6	- 3,4	1,6%
PIB en millions d'euros constants	5 142,7	248,0	4,8%

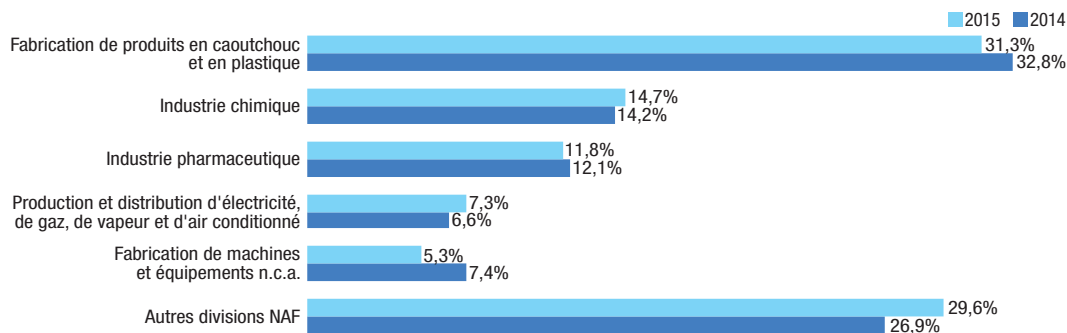
Source : IMSEE

> Évolution du Chiffre d'affaires (CA) par division NAF

	2014	2015	Variation
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	338,5	301,4	-11,0%
Industrie chimique	147,0	142,2	-3,3%
Industrie pharmaceutique	124,8	114,2	-8,5%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	68,1	70,5	3,5%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	76,0	50,6	-33,4%
Autres divisions NAF	277,6	285,4	2,8%
Total CA Industries manufacturières, extractives et autres	1 032,1	964,4	-6,6%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	12 880,6	12 836,1	-0,3%

Source : IMSEE

> Répartition du CA par division NAF



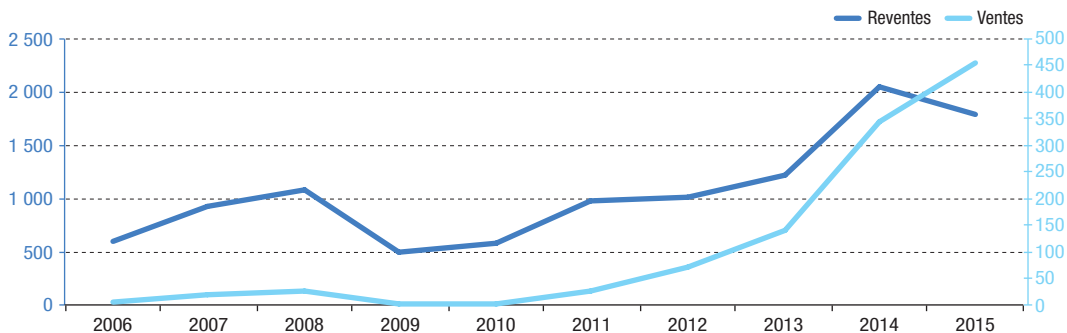
Source : IMSEE

2. Économie

2.6. Marché de l'immobilier

2.6.1. Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements

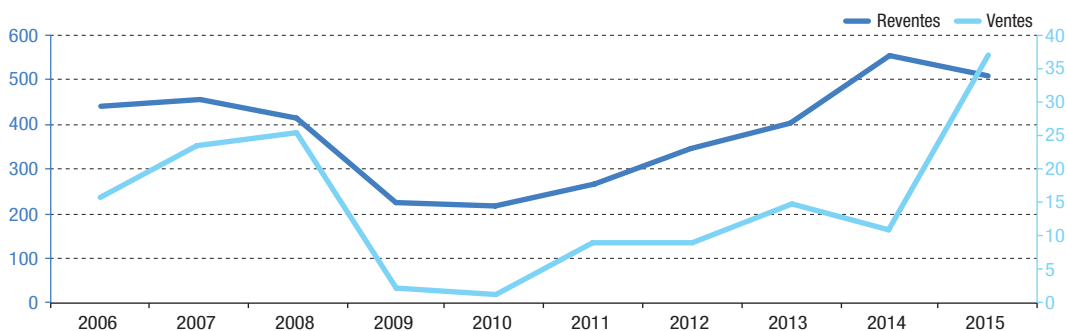
> Montant des transactions selon le type de ventes



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : millions d'euros

> Nombre de transactions selon le type de ventes



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

2. Économie

2.6. Marché de l'immobilier

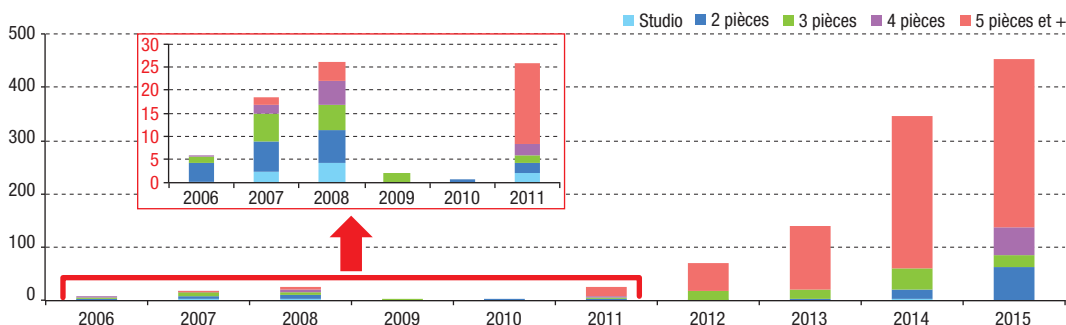
2.6.2. Ventes immobilières

> Évolution du montant des biens vendus selon le type de biens

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Poids 2015
Studio	4,2	-	-	2,0	1,0	-	2,6	-	-
2 pièces	7,1	-	0,9	2,3	-	3,3	17,6	63,9	14,1%
3 pièces	5,4	2,0	-	1,5	17,1	16,5	39,6	20,4	4,5%
4 pièces	5,2	-	-	2,6	-	-	-	53,6	11,8%
5 pièces et +	4,3	-	-	17,5	52,8	120,4	285,6	315,8	69,6%
Total	26,2	2,0	0,9	25,9	70,8	140,2	345,4	453,7	100%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

> Évolution du montant des biens vendus selon le type de biens



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

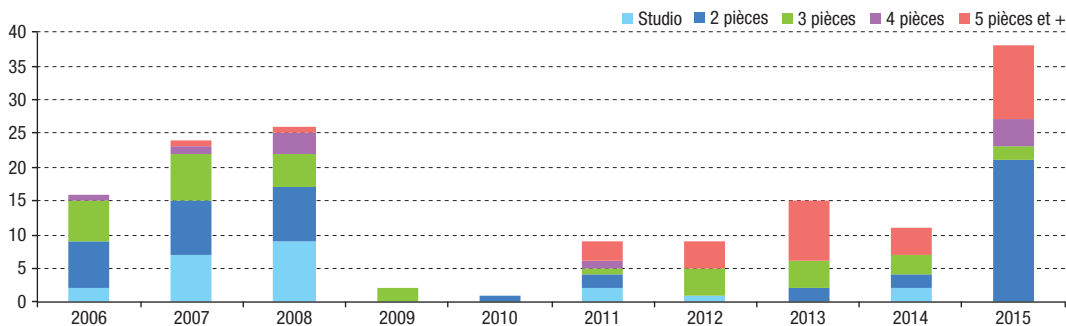
Unité : millions d'euros

> Évolution du nombre de biens vendus selon le type de biens

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Poids 2015
Studio	9	-	-	2	1	-	2	-	-
2 pièces	8	-	1	2	-	2	2	21	55,3%
3 pièces	5	2	-	1	4	4	3	2	5,3%
4 pièces	3	-	-	1	-	-	-	4	10,5%
5 pièces et +	1	-	-	3	4	9	4	11	28,9%
Total	26	2	1	9	9	15	11	38	100%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

> Évolution du nombre de biens vendus selon le type de biens



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

2. Économie

2.6. Marché de l'immobilier

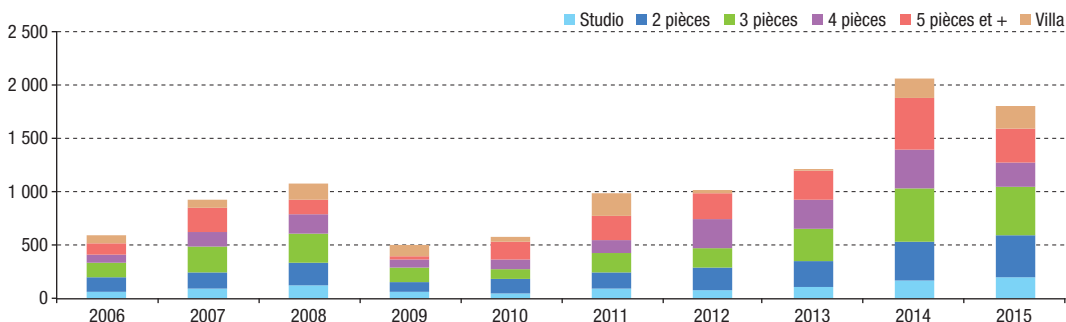
2.6.3. Reventes immobilières

> Évolution du montant des transactions selon le type de biens

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2014-15	Poids 2015
Studio	119,7	66,5	48,6	100,6	84,0	109,6	171,8	200,5	16,6%	11,2%
2 pièces	213,3	89,5	131,0	149,7	200,6	244,8	360,9	391,0	8,4%	21,8%
3 pièces	275,3	135,1	101,4	174,3	194,8	304,5	493,3	447,0	-9,4%	24,9%
4 pièces	174,8	69,9	84,6	119,5	262,5	260,0	366,3	237,1	-35,3%	13,2%
5 pièces et +	148,5	35,4	171,5	223,6	250,8	279,6	481,7	311,8	-35,3%	17,4%
Villa	144,1	99,5	38,8	212,9	20,6	17,5	178,7	205,6	15,0%	11,5%
Total	1 075,7	495,8	575,9	980,5	1 013,3	1 216,1	2 052,8	1 793,0	-12,7%	100%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

> Évolution du montant des transactions selon le type de biens



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

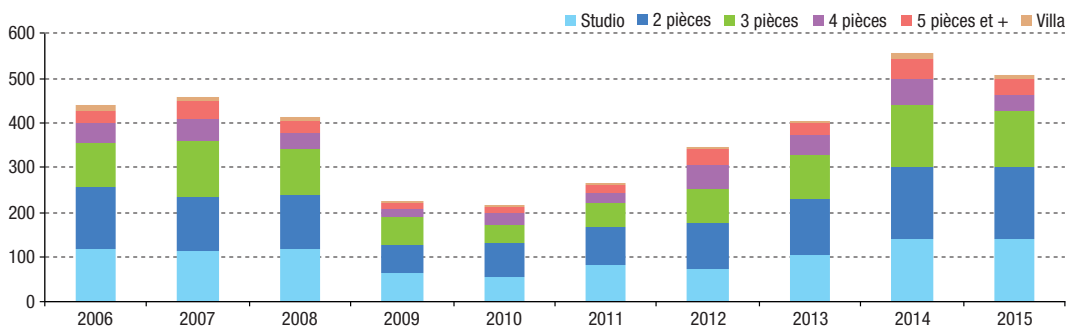
Unité : millions d'euros

> Évolution du nombre de transactions selon le type de biens

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2014-15	Poids 2015
Studio	117	65	55	84	73	105	142	138	-2,8%	27,1%
2 pièces	122	62	76	81	103	126	160	163	1,9%	32,0%
3 pièces	101	62	42	54	78	97	139	126	-9,4%	24,8%
4 pièces	37	20	24	22	52	45	58	36	-37,9%	7,1%
5 pièces et +	28	11	16	19	34	26	44	36	-18,2%	7,1%
Villa	10	4	4	7	5	5	12	10	-16,7%	2,0%
Total	415	224	217	267	345	404	555	509	-8,3%	100%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

> Évolution du nombre de transactions selon le type de biens



2. Économie

2.6. Marché de l'immobilier

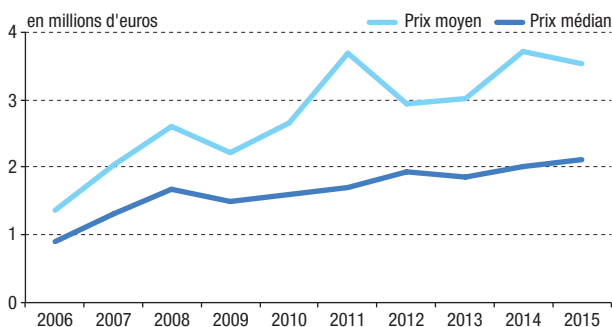
2.6.4. Prix moyen et médian des ventes immobilières

Le prix moyen dans l'ancien diminue légèrement (3,5 M€ soit -5 %) mais le prix médian est supérieur à celui de 2014 (+5 %).

> Évolution du prix moyen et du prix médian des ventes immobilières

	Prix moyen	Prix médian
2011	3,7	1,7
2012	2,9	1,9
2013	3,0	1,9
2014	3,7	2,0
2015	3,5	2,1
Évolution 2014-15	-4,8%	5,0%
Évolution 2006-15	158,6%	133,3%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

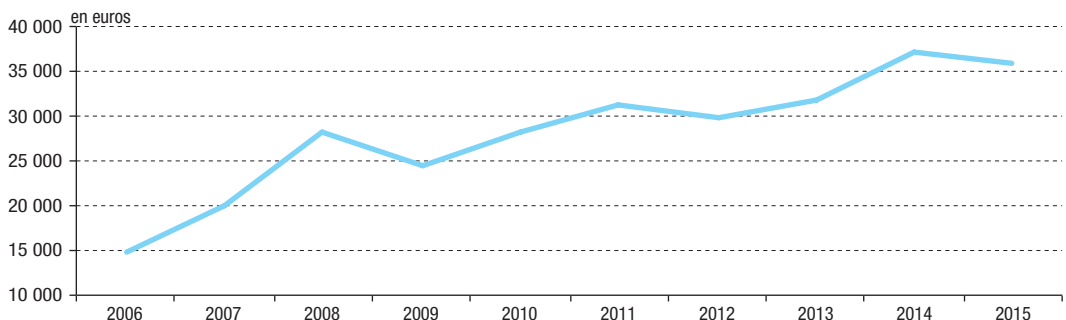
2.6.5. Évolution du prix au mètre carré (m²) des ventes immobilières

Le prix moyen au m² d'une revente est de 36 000 €. Il connaît une légère baisse (-3 %) par rapport à 2014. Par rapport à 2006, le prix moyen du m² a augmenté de 144 %.

> Évolution du prix au mètre carré des ventes immobilières

	Montant dont la superficie est connue (millions d'euros)	Superficie totale connue	Prix moyen au m ² (¹)
2011	741,1	23 707	31 260
2012	807,2	27 096	29 791
2013	1 034,4	32 580	31 750
2014	1 747,4	47 001	37 179
2015	1 374,7	38 185	36 001

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

(¹) dont la superficie est connue

2. Économie

2.6. Marché de l'immobilier

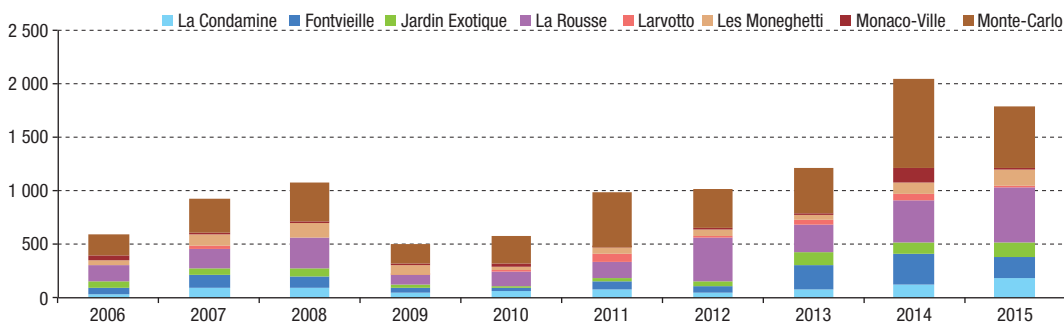
2.6.6. Reventes immobilières selon le quartier

> Évolution du montant des reventes selon le quartier

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2014-15	Poids 2015
La Condamine	98,9	44,9	55,6	72,5	50,7	83,1	128,7	189,0	46,8%	10,5%
Fontvieille	100,4	45,1	32,9	87,3	58,7	229,0	285,4	189,9	-33,4%	10,6%
Jardin Exotique	76,0	30,4	16,4	25,7	39,7	107,8	111,3	131,7	18,3%	7,3%
La Rousse	293,7	95,8	135,2	157,5	417,4	263,2	383,8	525,4	36,9%	29,3%
Larvotto	0,0	4,2	20,7	69,3	17,0	46,1	58,1	6,7	-88,5%	0,4%
Les Moneghetti	124,5	86,8	33,6	60,6	53,5	40,2	107,1	150,4	40,4%	8,4%
Monaco-Ville	26,5	7,6	23,6	1,6	20,2	25,8	136,0	25,6	-81,2%	1,4%
Monte-Carlo	355,7	181,1	257,9	506,1	356,1	420,9	842,5	574,2	-31,8%	32,0%
Total	1 075,7	495,8	575,9	980,5	1 013,3	1 216,1	2 052,8	1 793,0	-12,7%	100%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

> Évolution du montant des reventes selon le quartier



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

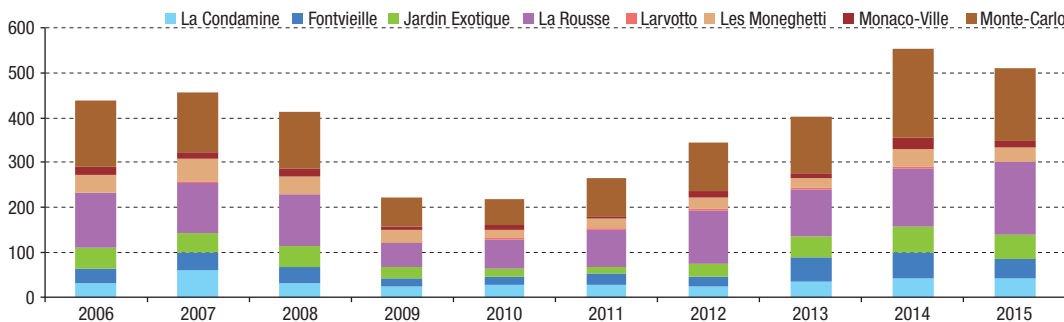
Unité : millions d'euros

> Évolution du nombre de reventes selon le quartier

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2014-15	Poids 2015
La Condamine	33	25	28	29	23	34	41	42	2,4%	8,3%
Fontvieille	36	18	18	23	21	55	58	45	-22,4%	8,8%
Jardin Exotique	46	23	17	15	32	45	59	51	-13,6%	10,0%
La Rousse	115	54	66	82	117	106	130	162	24,6%	31,8%
Larvotto	0	1	2	6	3	3	4	1	-75,0%	0,2%
Les Moneghetti	38	29	19	21	26	21	39	33	-15,4%	6,5%
Monaco-Ville	21	6	10	2	14	12	26	16	-38,5%	3,1%
Monte-Carlo	126	68	57	89	109	128	198	159	-19,7%	31,2%
Total	415	224	217	267	345	404	555	509	-8,3%	100%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

> Évolution du nombre de reventes selon le quartier



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

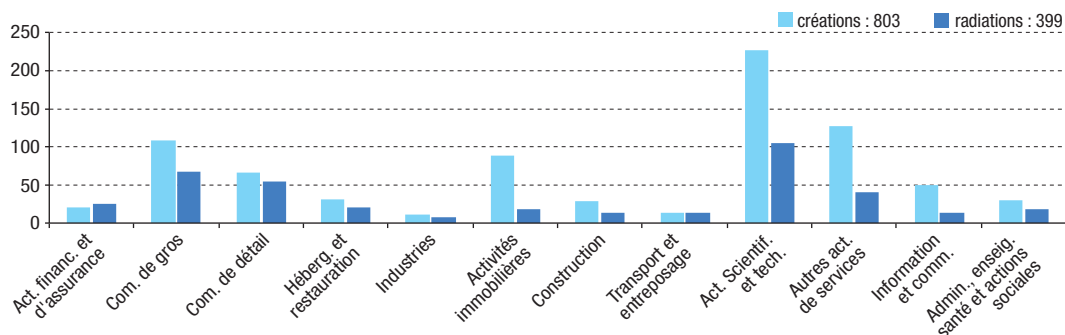
2. Économie

2.7. Répertoire du Numéro d'Identification Statistique (NIS)

Le Répertoire du NIS, créé par l'Arrêté Ministériel n°2013-234 du 22/04/2013 et tenu par l'IMSEE, recense l'ensemble des agents économiques de la Principauté, notamment à des fins statistiques.

2.7.1. Créations et radiations d'activité par GSA

> Créations et radiations d'activité par GSA en 2015



Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

2.7.2. Entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI)

> Évolution des entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI)

Forme juridique	2013		2014		2015	
	Agents économiques ⁽¹⁾	Établissements ⁽²⁾	Agents économiques	Établissements	Agents économiques	Établissements
Personne Physique	1 541	1 748	1 683	1 915	1 759	2 010
Société Anonyme Monégasque ⁽³⁾	1 166	1 281	1 089	1 210	1 127	1 252
Société à Responsabilité Limitée	1 429	1 457	1 619	1 653	1 838	1 878
Société en Commandite Simple	166	175	142	150	129	136
Société Étrangère ⁽⁴⁾	79	101	173	195	182	107
Société en Nom Collectif	21	23	19	20	19	20
Total	4 402	4 785	4 725	5 143	5 054	5 403

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

⁽¹⁾ Un agent économique correspond à une structure (une SARL, une SAM, ...) donc à un n° RCI.

⁽²⁾ Un établissement est une entité qui est rattachée à un agent économique. Un agent économique peut avoir un (au minimum) ou plusieurs établissements.

⁽³⁾ À partir de 2014, la forme juridique "Société Anonyme à objet civil" est distinguée par rapport à la Société Anonyme Monégasque.

⁽⁴⁾ En 2014, la forme juridique "Compagnie d'assurance" a été regroupée avec la forme juridique "Société Étrangère".

2. Économie

2.7. Répertoire du Numéro d'Identification Statistique (NIS)

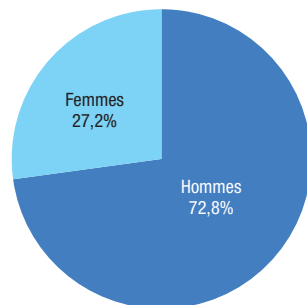
2.7.3. Gouvernance d'entreprises

Ces données prennent en compte le nombre de personnes en activité, inscrites au RCI au 31/12/2015.

> Représentation hommes/femmes au sein des Conseils d'Administration et des organes de décision des entreprises

	Ensemble	Hommes	Femmes
Personne Physique	1 760	68,0%	32,0%
Société à Responsabilité Limitée	4 266	70,3%	29,7%
Société Anonyme	3 059	79,9%	20,1%
Société Anonyme à objet civil	208	70,2%	29,8%
Société en Commandite Simple	275	66,9%	33,1%
Société en Nom Collectif	32	65,6%	34,4%
Total	9 600	72,8%	27,2%

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE



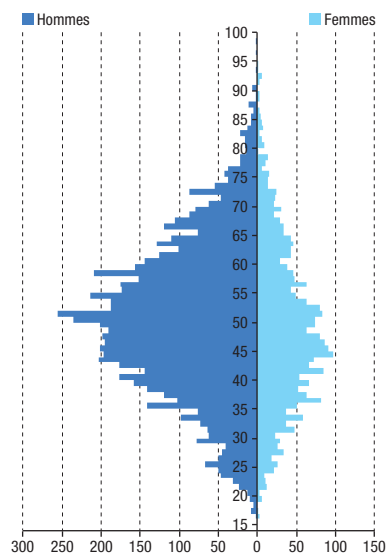
Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

> Âge moyen et âge médian des personnes en activité selon le sexe

	Ensemble	Hommes	Femmes
Âge moyen ⁽¹⁾	50,5	51,0	49,2
Âge médian ⁽²⁾	50	51	48

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

> Pyramide des âges des personnes en activité selon le sexe



Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

> Personnes en activité selon le sexe et selon les GSA

	Ensemble	Hommes	Femmes
Activités financières et d'assurance	645	86,2%	13,8%
Commerce de gros	1 867	73,3%	26,7%
Commerce de détail	1 015	62,9%	37,1%
Hébergement et restauration	422	70,9%	29,1%
Industries manufacturières, extractives et autres	384	77,9%	22,1%
Activités immobilières	582	60,0%	40,0%
Construction	790	79,2%	20,8%
Transport et entreposage	323	84,2%	15,8%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	2 295	73,1%	26,9%
Autres activités de services	609	64,5%	35,5%
Information et communication	567	80,1%	19,9%
Administration, enseignement, santé et action sociale	101	59,4%	40,6%
Total	9 600	72,8%	27,2%

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

⁽¹⁾ Âge moyen : moyenne de l'âge des individus qui constituent cette population.

⁽²⁾ Âge médian : âge qui divise la population en 2 groupes numériquement égaux, la moitié étant plus jeune, et l'autre moitié plus âgée.

2. Économie

2.8. Tourisme

2.8.1. Secteur hôtelier

Les données, sauf mention contraire, concernent l'année 2015.

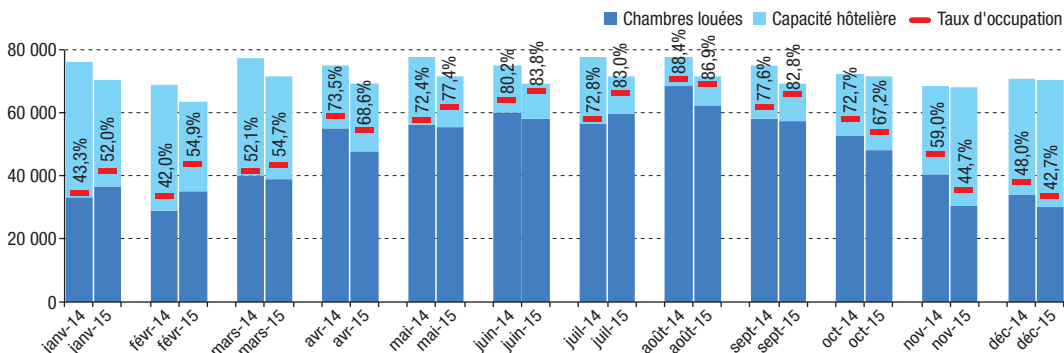
A. Capacité hôtelière et taux d'occupation

> Capacité hôtelière et taux d'occupation selon la catégorie

	Nombre d'hôtels	Nombre de chambres	Nombre de lits	Nombre de chambres louées	Capacité hôtelière	Taux d'occupation
2 étoiles	2	41	80	10 077	14 965	67,3%
3 étoiles	4	445	896	123 211	162 425	75,9%
4 étoiles	4	1 389	2 835	331 232	506 985	65,3%
5 étoiles	4	626	1 278	96 664	156 820	61,6%
Total	14	2 501	5 089	561 184	841 195	66,7%

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

> Occupation des hôtels selon le mois



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

Lecture : en novembre 2015, le taux d'occupation des hôtels était de 44,7% (soit 30 532 chambres louées sur 68 370 chambres disponibles). À la même période l'année dernière, celui-ci était de 59,0% (soit 40 481 chambres louées sur 68 580 offertes).

2. Économie

2.8. Tourisme

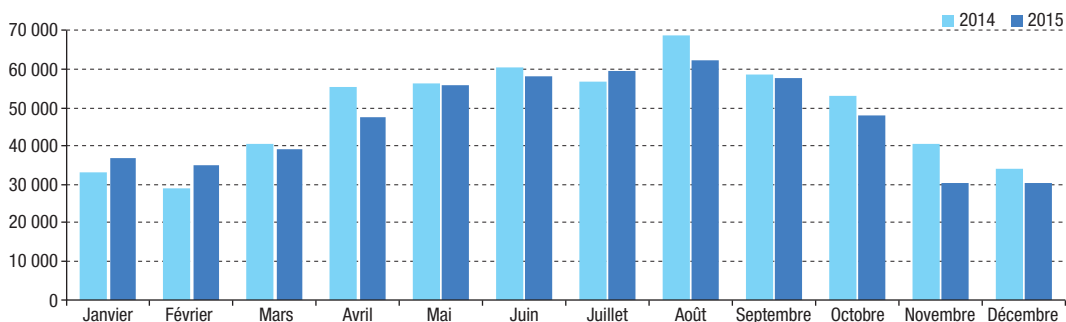
B. Saisonnalité des fréquentations hôtelières

> Évolution des nuitées chambres louées selon le mois

	2012	2013	2014	2015	Évolution
Janvier	31 735	40 654	33 116	36 740	
Février	28 847	32 345	28 933	35 017	
Mars	36 709	39 563	40 315	39 209	
Avril	50 018	45 597	55 339	47 691	
Mai	54 756	59 278	56 277	55 670	
Juin	58 067	64 476	60 317	58 273	
Juillet	59 467	60 476	56 626	59 674	
Août	62 506	67 532	68 765	62 437	
Septembre	56 096	56 831	58 351	57 631	
Octobre	50 225	51 148	52 779	48 124	
Novembre	34 974	37 899	40 481	30 532	
Décembre	26 978	31 631	34 026	30 186	
Total	550 377	587 430	585 325	561 184	

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

> Évolution des nuitées chambres louées selon le mois



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

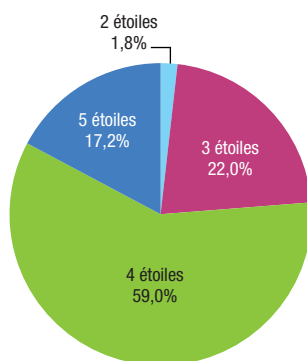
C. Fréquentation selon la catégorie des hôtels

> Évolution des nuitées chambres louées selon la catégorie

	2012	2013	2014	2015	Évolution
2 étoiles	n.d.	9 182	9 974	10 077	
3 étoiles	102 058	119 285	118 794	123 211	
4 étoiles	313 319	322 449	330 716	331 232	
5 étoiles	135 000	136 514	125 841	96 664	
Total	550 377	587 430	585 325	561 184	

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

> Répartition des nuitées chambres en 2015



(1) Les nuitées chambre correspondent au nombre de chambres louées par nuit quelque soit le nombre de personnes

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

2. Économie

2.8. Tourisme

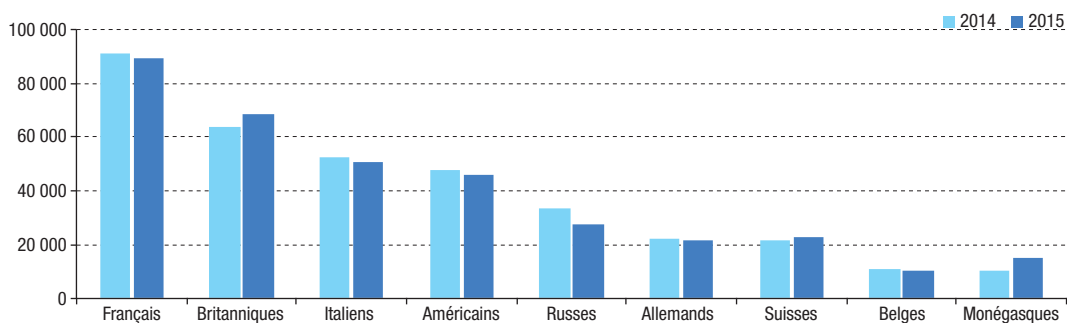
D. Origine des fréquentations hôtelières

> Évolution des nuitées chambres louées selon la nationalité

Nationalité ⁽¹⁾	2014		2015		Variation
Français	91 223	17,1%	88 973	17,2%	-2,5%
Britanniques	63 984	12,0%	68 436	13,2%	7,0%
Italiens	52 629	9,9%	50 684	9,8%	-3,7%
Américains	47 572	8,9%	46 136	8,9%	-3,0%
Russes	33 664	6,3%	27 497	5,3%	-18,3%
Allemands	22 283	4,2%	21 583	4,2%	-3,1%
Suisses	21 343	4,0%	23 041	4,4%	8,0%
Belges	10 921	2,0%	10 359	2,0%	-5,1%
Monégasques	10 348	1,9%	15 112	2,9%	46,0%
Non renseigné	29 876	5,6%	21 089	4,1%	-29,4%
Autres nationalités	150 357	28,1%	145 502	28,1%	-3,2%
Total	534 200	100%	518 412	100%	-3,0%

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

> Évolution des nuitées chambres louées selon la nationalité



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

⁽¹⁾ Ces données concernent les hôtels suivants : Columbus, Fairmont, Hôtel de Paris, Hôtel Hermitage, Méridient Beach Plaza, Métropole, Monte Carlo Bay, Monte Carlo Beach, Novotel, Port Palace.

2. Économie

2.8. Tourisme

2.8.2. Tourisme d'affaires

A. Manifestations et participants

> Évolution de la part des nuitées affaires

	Nombre de congrès et de réunions	Nuitées chambre	% nuitées chambre congrès par rapport aux nuitées chambre totales
2012	714	160 658	29,2%
2013	551	160 791	27,4%
2014	436	149 850	25,6%
2015	384	125 711	22,7%

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

B. Saisonnalité des manifestations et des fréquentations hôtelières

> Évolution mensuelle du nombre de manifestations affaires

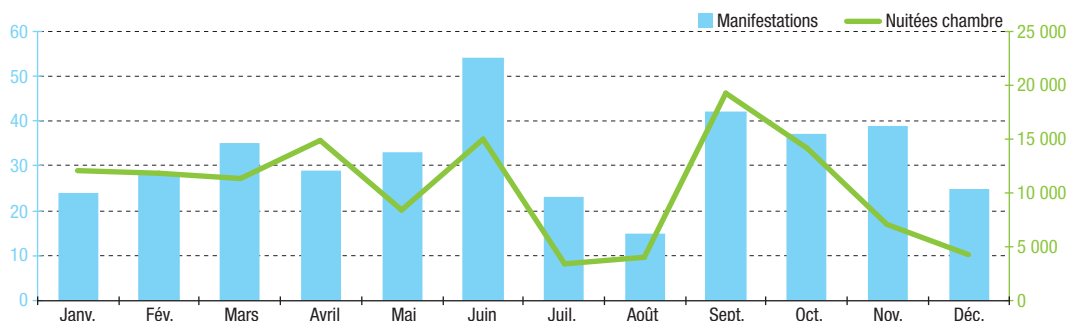
	2014	2015	Var 2014-15
Janvier	28	24	-14,3%
Février	25	28	12,0%
Mars	47	35	-25,5%
Avril	39	29	-25,6%
Mai	41	33	-19,5%
Juin	73	54	-26,0%
Juillet	26	23	-11,5%
Août	18	15	-16,7%
Septembre	43	42	-2,3%
Octobre	47	37	-21,3%
Novembre	28	39	39,3%
Décembre	21	25	19,0%
Total	436	384	-11,9%

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

> Évolution mensuelle du nombre de nuitées chambre affaires

	2014	2015	Var 2014-15
Janvier	8 297	12 021	44,9%
Février	8 790	11 884	35,2%
Mars	12 862	11 385	-11,5%
Avril	19 349	14 818	-23,4%
Mai	10 287	8 455	-17,8%
Juin	18 544	14 951	-19,4%
Juillet	2 335	3 370	44,3%
Août	4 816	4 043	-16,1%
Septembre	18 034	19 292	7,0%
Octobre	19 900	14 171	-28,8%
Novembre	18 220	7 057	-61,3%
Décembre	8 416	4 264	-49,3%
Total	149 850	125 711	-16,1%

> Saisonnalité du tourisme d'affaires dans les hôtels en 2015



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

2. Économie

2.8. Tourisme

2.8.3. Croisières

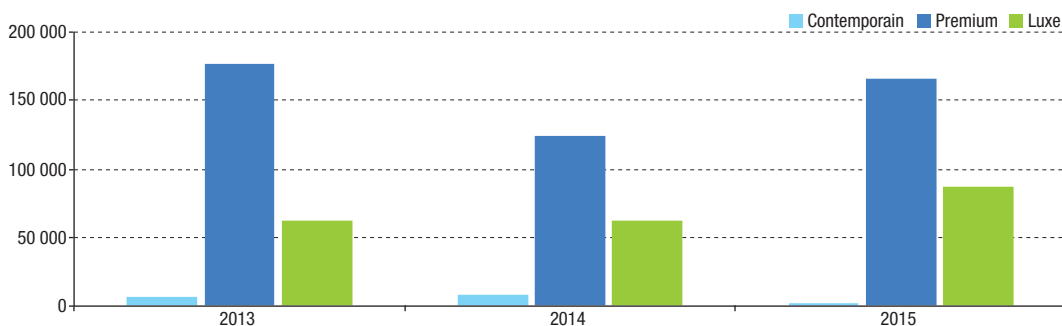
A. Saisonnalité des croisières

> Saisonnalité des passagers en croisière selon la catégorie en 2015

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Total
Contemporain					2 308								2 308
Premium	4 952		8 612	17 865	24 502	18 346	18 397	27 406	17 018	24 848	4 536		166 482
Luxe				4 440	9 130	13 301	5 761	12 390	10 919	22 020	4 799	4 409	87 169
Total	4 952	0	8 612	22 305	35 940	31 647	24 158	39 796	27 937	46 868	9 335	4 409	255 959

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

> Évolution du nombre de passagers



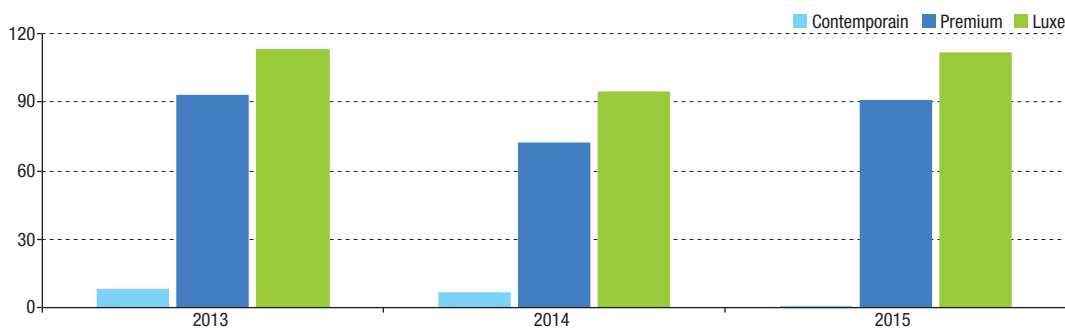
Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

> Saisonnalité des escales selon la catégorie en 2015

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Total
Contemporain					1								1
Premium	2		3	10	17	8	8	11	11	18	3		91
Luxe				8	21	13	8	13	15	24	6	4	112
Total	2	0	3	18	39	21	16	24	26	42	9	4	204

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

> Évolution du nombre d'escales



Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

B. Origine des croisiéristes

	2011	2012	2013	2014	2015
Union européenne (UE)	111 161	98 240	122 325	97 001	157 641
USA et Canada	135 984	99 625	88 082	70 465	71 172
Afrique, Asie et Océanie	21 063	20 712	21 636	19 478	19 448
Europe hors UE	8 355	7 320	8 420	4 470	4 203
Amériques du Sud et Centrale	8 351	6 814	4 844	3 807	3 495
Total	284 914	232 711	245 307	195 221	255 959

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

2. Économie

2.8. Tourisme

2.8.4. Classement des restaurants

Les restaurants de la Principauté sont classés dans l'une des catégories indiquées dans le tableau ci-dessous, exprimées par un nombre de losanges, et tenant compte, exclusivement, des critères suivants : niveau de confort de l'établissement, qualification du personnel, maintenance en parfait état des installations techniques, du matériel de cuisine et du mobilier des salles et terrasses.

> Nombre de restaurants selon leur classement

Catégories	Nombre de restaurants
1 Losange	12
2 Losanges	39
3 Losanges	28
4 Losanges	14
5 Losanges	11
5 Losanges Luxe	6
Total	110

Source : Direction de l'Expansion Économique

2.8.5. Structures d'accueil

> Structures d'accueil selon leur capacité et leur surface

Établissements	Capacités d'accueil maximales (en nombre de personnes)	Surfaces totales (en m ²)
Grimaldi Forum ⁽¹⁾ dont :	3 000 / 4 000	35 000
Esplanade	n.d.	1 825
Hall - Verrière	n.d.	1 585
Salles de Réunions - Auditoriums	3 005	1 605
Salles de Commissions	1 911	2 536
Espaces d'exposition	n.d.	11 116
Espaces de restauration	1 000	1 180
Espace Fontvieille (chapiteau et extensions)	2 530	4 000
Espace Léo Ferré	1 900	1 400
Sporting Monte Carlo (uniquement spectacles) ⁽²⁾	1 650	1 563
Le Salon Bellevue ⁽³⁾	350	495
Technopôle	70	190

Sources : Grimaldi Forum, Monte-Carlo Festivals, Salle du Canton, S.B.M.

En complément des infrastructures de congrès, de nombreux hôtels (Fairmont Monte Carlo, Métropole Monte Carlo, Méridien Beach Plaza, Monte Carlo Bay, Columbus...) mettent à la disposition de leurs clients des espaces aménagés pour des congrès, séminaires, et autres événements.

⁽¹⁾ Le Grimaldi Forum dispose de trois salles de réunion (la Salle des Princes, la Salle Prince Pierre et la Salle Camille Blanc), de onze salles de commissions, six espaces d'exposition (Espace Ravel, Espace Diaghilev, Esplanade Princesse Grace, la Grande Verrière, les foyers des auditoriums et des salles de commissions).

⁽²⁾ Le Sporting Monte-Carlo dispose de deux salles : la Salle des Étoiles et la Salle des Palmiers.

⁽³⁾ Le Salon Bellevue, situé au 1^{er} étage du Café de Paris, offre la possibilité de se restaurer.

2. Économie

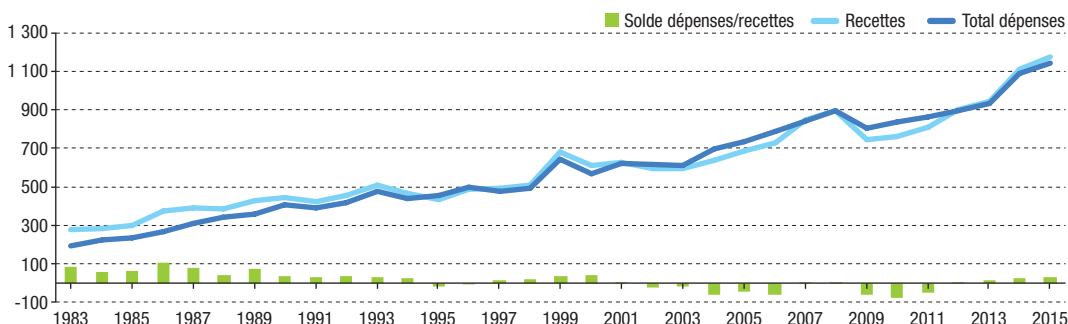
2.9. Finances publiques

2.9.1. Budget de l'État

	Recettes	Dépenses ordinaires	Dépenses équipement	Total dépenses	Solde dépenses/recettes
1983	276,2	124,1	69,0	193,1	83,1
1984	280,8	136,6	86,0	222,6	58,3
1985	299,5	155,2	79,8	235,0	64,5
1986	373,3	174,5	90,6	265,1	108,2
1987	389,9	187,9	123,8	311,8	78,1
1988	385,3	206,5	134,9	341,4	43,9
1989	429,6	219,6	137,0	356,6	73,0
1990	444,2	238,7	170,3	409,0	35,2
1991	423,2	264,3	126,5	390,8	32,3
1992	455,8	277,6	142,3	419,9	35,9
1993	506,9	313,2	163,9	477,1	29,8
1994	465,3	317,6	122,1	439,6	25,7
1995	434,7	343,9	109,4	453,3	-18,6
1996	488,6	376,2	120,6	496,7	-8,1
1997	491,7	373,5	105,2	478,7	13,1
1998	510,0	348,2	143,4	491,6	18,4
1999	678,7	378,7	264,2	642,8	35,9
2000	609,2	402,5	167,7	570,2	39,1
2001	624,3	408,8	212,2	621,0	3,2
2002	593,6	425,4	191,4	616,7	-23,2
2003	593,2	441,1	169,8	610,9	-17,7
2004	636,2	467,2	227,7	694,8	-58,7
2005	687,6	490,5	243,1	733,5	-45,9
2006	727,9	519,3	269,9	789,1	-61,2
2007	845,6	548,5	294,6	843,1	2,5
2008	896,7	572,5	320,2	892,6	4,0
2009	744,2	613,4	192,1	805,5	-61,3
2010	760,1	636,1	202,1	838,2	-78,1
2011	809,3	654,5	206,6	861,1	-51,8
2012	900,1	662,7	233,7	896,4	3,7
2013	945,1	664,3	268,8	933,0	12,1
2014	1 111,4	697,2	388,5	1 085,7	25,7
2015	1 173,0	733,2	410,7	1 144,0	29,0

Source : Direction du Budget et du Trésor

> Évolution du budget de l'État



Source : Direction du Budget et du Trésor

Unité : millions d'euros

2. Économie

2.9. Finances publiques

2.9.2. Recettes de l'État

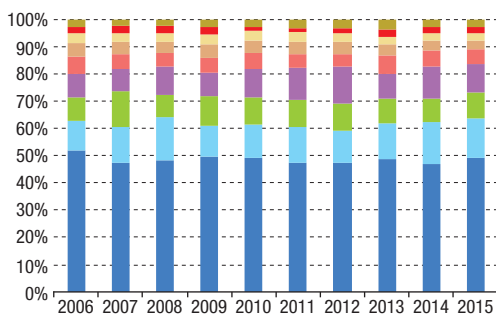
> Évolution des recettes de l'État

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Transactions commerciales (TVA)	377,2	401,1	431,6	369,9	373,9	383,1	424,6	461,0	521,9	575,7
Transactions juridiques	79,3	112,0	141,3	83,1	92,4	104,8	108,1	122,1	171,1	172,1
Domaine immobilier	63,4	108,9	76,2	82,2	77,6	80,9	91,0	87,7	97,1	107,9
Bénéfices commerciaux	62,3	69,3	93,6	63,2	79,2	95,5	120,0	84,7	126,3	124,3
Monopoles concédés	44,7	47,8	43,6	41,0	42,4	41,4	42,6	62,9	68,6	65,3
Monopoles exploités par l'État	37,7	36,3	36,6	36,8	36,6	38,1	39,0	38,0	39,4	37,5
Droits de douane	26,8	26,1	26,8	28,2	27,0	27,6	29,4	27,4	28,9	29,6
Domaine financier	16,2	25,7	25,0	17,3	9,1	10,9	17,1	26,6	27,4	27,8
Autres recettes	20,3	18,5	21,9	22,5	21,9	27,1	28,3	34,8	30,7	33,0
Total	727,9	845,6	896,7	744,2	760,1	809,3	900,1	945,1	1 111,4	1 173,0

Source : Direction du Budget et du Trésor

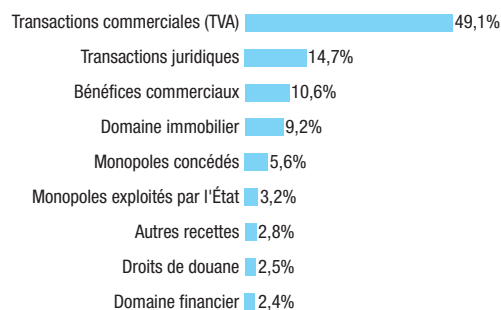
Unité : millions d'euros

> Évolution de la répartition des recettes de l'État



Source : Direction du Budget et du Trésor

> Répartition des recettes de l'État en 2015



Source : Direction du Budget et du Trésor

■ **Transactions commerciales** : la taxe sur la valeur ajoutée ;

■ **Transactions juridiques** : les droits de mutation, les droits sur les autres actes civils et administratifs, les taxes sur les assurances ;

■ **Domaine immobilier** : l'ensemble des revenus des immeubles à usage locatif et les recettes des parkings publics ;

■ **Bénéfices commerciaux** : l'impôt sur les bénéfices ;

■ **Monopoles concédés** : les redevances concernant les monopoles dont les principaux sont la Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers à Monaco, Monaco Telecom, la Société Monégasque d'Électricité et du Gaz, la SAM d'Exploitation des Ports de Monaco ;

■ **Monopoles exploités** : les recettes concernant la Régie des Tabacs, de l'Office des Émissions de Timbres-Poste, des Postes-Télégraphes ;

■ **Droits de douane** : les droits de douane ;

■ **Domaine financier** : les revenus des valeurs mobilières, les intérêts bancaires ;

■ **Autres recettes** : les produits et recettes des services administratifs, les droits de consommation.

2. Économie

2.9. Finances publiques

2.9.3. Dépenses de l'État

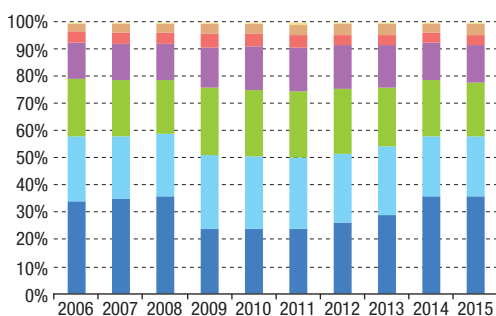
> Évolution des dépenses de l'État

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Budgets d'équipement et d'investissements	269,9	294,6	320,2	192,1	202,1	206,6	233,7	268,8	388,5	410,7
Moyens de services	187,6	195,8	205,3	220,0	222,0	225,8	229,9	237,3	243,2	252,0
Interventions publiques	169,3	174,4	176,7	199,4	205,6	212,7	215,6	202,4	224,1	231,0
Dépenses communes	106,4	113,8	119,5	121,2	135,2	136,7	141,6	148,8	149,2	157,1
Dépenses de Souveraineté	31,1	36,2	39,5	39,2	37,9	38,8	35,1	35,7	39,5	43,5
Services publics	21,2	24,8	27,3	29,0	30,9	35,4	35,4	34,8	35,4	43,2
Assemblée et Corps constitués	3,6	3,6	4,2	4,6	4,5	5,1	5,0	5,2	5,9	6,5
Total	789,1	843,1	892,6	805,5	838,2	861,1	896,4	933,0	1 085,7	1 144,0

Source : Direction du Budget et du Trésor

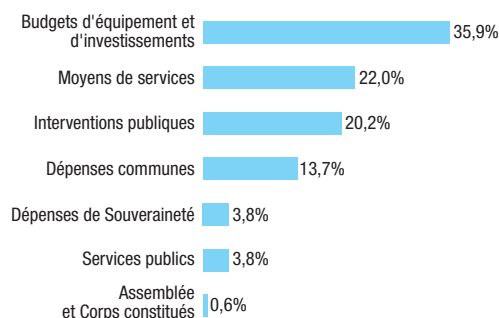
Unité : millions d'euros

> Évolution de la répartition des dépenses de l'État



Source : Direction du Budget et du Trésor

> Répartition des dépenses de l'État en 2015



Source : Direction du Budget et du Trésor

Budgets d'équipement et d'investissements : dépenses de gros travaux et de matériel d'équipement, et d'acquisitions d'immeubles. Elles concernent l'équipement routier, culturel, portuaire, urbain, sanitaire et social, administratif, sportif... ;

Moyens de services : dépenses de fonctionnement directement engagées par les Départements et les Services administratifs ;

Interventions publiques : aides, subventions versées et politiques publiques menées par le Gouvernement. On y trouve la dotation communale, les subventions aux Établissements Publics, les aides versées dans les domaines international, éducatif et culturel, social et humanitaire, sportif, économique et aux manifestations ;

Dépenses communes : dépenses gérées de façon commune par certains Services au profit de tous les Services : charges sociales, nettoyage des locaux, dépenses d'eau, gaz, électricité, assurance des bâtiments domaniaux, matériel informatique des Services administratifs... ;

Dépenses de Souveraineté : dépenses du Palais Princier et de la Maison Souveraine ;

Services publics : dépenses de nettoyage de la ville, de collecte et incinération, d'éclairage public, de consommation d'eau, de transports publics... ;

Assemblées et Corps constitués : dépenses relatives aux Conseil National, Conseil Économique et Social, Conseil d'État, Commission Supérieure des Comptes,...

2. Économie

2.9. Finances publiques

2.9.4. Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)

Créé par la Constitution de 1962, le Fonds de Réserve Constitutionnel est la réserve, le “bas de laine” de l’État monégasque. C’est une entité comptable autonome, disposant d’un patrimoine propre et jouissant d’un statut particulier.

Les produits sont constitués, d’après la Constitution, de l’excédent des recettes sur les dépenses constaté après la clôture de l’exercice budgétaire ainsi que (Ordonnance Souveraine du 29/02/1968) des produits de la gestion financière, de la gestion immobilière, des ventes des biens meubles ou immeubles. De même, sont incorporés au FRC les plus-values résultant de la réalisation d’actifs ou de la réévaluation des biens mobiliers et immobiliers.

Les dépenses comprennent, d’après la Constitution, l’excédent des dépenses sur les recettes constaté après la clôture de l’exercice budgétaire ainsi que (Ordonnance Souveraine du 29/02/1968) les charges de la gestion financière, de la gestion immobilière, les achats de biens meubles ou immeubles et les moins-values dégagées par la réalisation ou la dépréciation de ces biens.

À fin décembre 2015, le montant de l’actif du Fonds de Réserve Constitutionnel se situe à environ 4,7 Mds€. Il comporte :

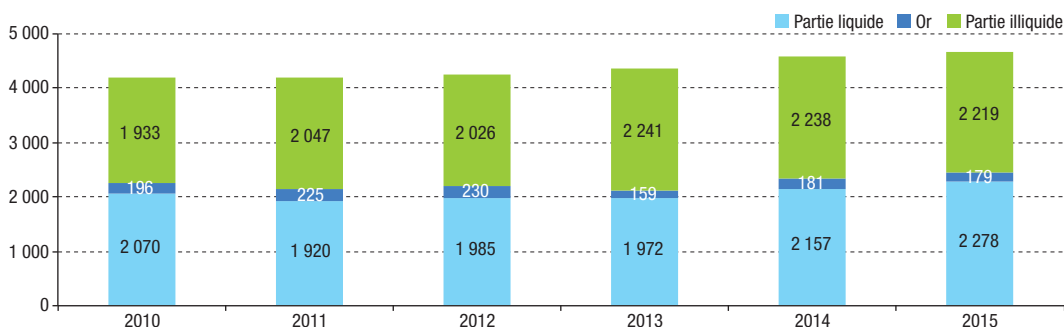
- une réserve d’or de l’ordre de 179 M€ ;
- une partie “disponible” (liquide) de 2,3 Mds€ composée de titres de placements financiers (fonds communs de placement composés d’actions, d’obligations, etc.) et de disponibilités bancaires ;
- une partie “illiquide” de 2,2 Mds€. Elle est majoritairement composée d’immeubles (1,68 Mds€). La réévaluation des biens immobiliers se fait selon l’évolution de l’indice de la construction BT01. Ces biens immobiliers sont situés à Monaco ou dans les communes limitrophes, à l’exception des Ambassades. La valeur des immeubles est en augmentation sur l’exercice (+ 13,7 %) en raison de leur réévaluation et aux acquisitions, ventes et opérations réalisées.

Les biens immeubles détenus par le FRC génèrent dans leur grande majorité des revenus locatifs, étant occupés par des entreprises, des commerces, ou des particuliers. Les bâtiments à usage strictement public ne sont pas détenus par le FRC, car ils ne sont pas productifs de revenus, ni en général susceptibles d’être aliénés.

La partie “illiquide” comporte également les participations de l’État dans des sociétés, notamment les actions non inaliénables de la S.B.M. (35 % environ du capital) ou d’autres sociétés ayant des liens directs avec l’État, comme les concessionnaires SMEG, SMEAUX, la Société d’Exploitation du Grimaldi Forum, la Société d’Exploitation des Ports de Monaco, etc. Cette partie est de l’ordre de 360 M€. La participation de l’État dans Monaco Télécom (47 %) et les actions inaliénables de la S.B.M. (24,47 % du capital) relèvent en revanche de la comptabilité du Budget.

Enfin le FRC, lorsque cela est nécessaire, procède à des avances de trésorerie au budget de l’État.

> Évolution de la répartition de l’actif du fonds



Source : Direction du Budget et du Trésor

Unité : millions d’euros

2. Économie

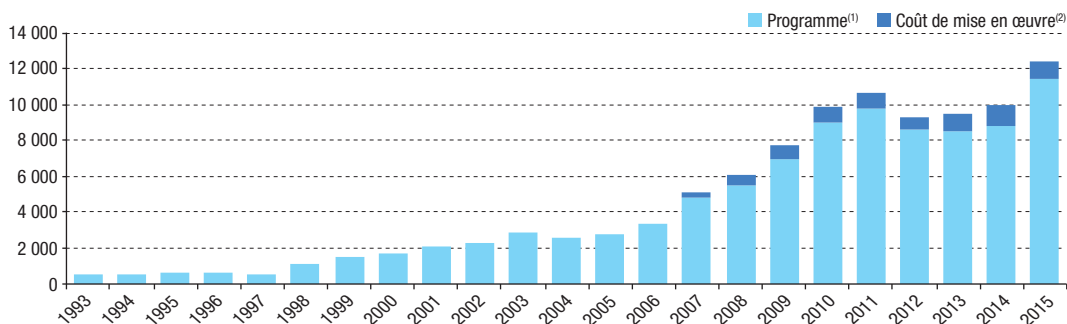
2.9. Finances publiques

2.9.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)

	Programme ⁽¹⁾	Coût de mise en œuvre ⁽²⁾	Total
2011	9 761	887	10 648
2012	8 559	725	9 284
2013	8 480	997	9 477
2014	8 822	1 131	9 953
2015	11 382	985	12 366

Source : Direction de la Coopération Internationale

> Évolution de l'APD de Monaco



Source : Direction de la Coopération Internationale

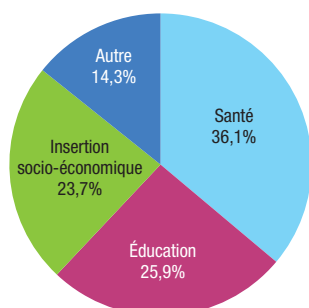
> Détail de l'APD selon le domaine d'intervention prioritaire

Domaine d'intervention	2011	2012	2013	2014	2015
Santé	2 867	3 015	3 220	3 044	2 845
Éducation	1 813	1 912	1 581	2 094	2 040
Insertion socio-économique	713	657	650	1 733	1 868
Autre	1 186	653	367	451	1 124
Total	6 578	6 238	5 819	7 321	7 877

Source : Direction de la Coopération Internationale

Unité : milliers d'euros

> Détail de l'APD selon le domaine d'intervention prioritaire - 2015



Source : Direction de la Coopération Internationale

Santé

- Lutte contre les pandémies et les maladies négligées
- Amélioration de la santé maternelle et infantile
- Soutien aux systèmes de santé nationaux et accès aux soins médicaux

Éducation

- Accès à l'éducation et l'alphabétisation
- Soutien à la formation professionnelle

Insertion socio-économique

- Assistance et insertion sociale des populations vulnérables
- Entrepreneurat social / développement économique local

Autres domaines

- Protection civile
- Déménagement
- Sécurité alimentaire

Unité : milliers d'euros

⁽¹⁾ L'APD Programme correspond aux sommes déboursées pour l'année.

⁽²⁾ Les coûts de mise en œuvre correspondent aux salaires des agents de la Direction de Coopération Internationale, aux frais de la structure, aux frais de missions, etc.

2. Économie

2.9. Finances publiques

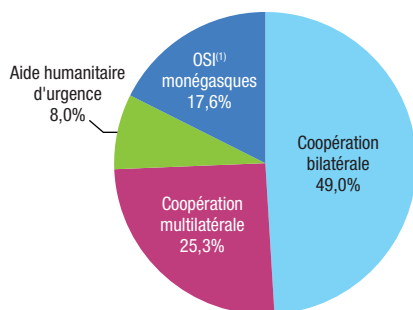
> Répartition de l'APD selon le canal d'intervention

Canal d'intervention	2011	2012	2013	2014	2015
Coopération bilatérale	7 000	4 265	4 169	4 782	5 581
Coopération multilatérale	1 005	3 025	2 977	2 661	2 882
Aide humanitaire d'urgence	1 010	550	540	618	915
ONG monégasques	755	719	795	760	2 003
Total hors coûts de mise en œuvre	9 771	8 559	8 480	8 822	11 382

Source : Direction de la Coopération Internationale

Unité : milliers d'euros

> Répartition de l'APD selon le canal d'intervention - 2015



Source : Direction de la Coopération Internationale

La Coopération monégasque se déploie selon quatre canaux d'intervention :

Coopération bilatérale : partenariats avec Autorités nationales et ministères publics des pays d'intervention, ONG internationales, Fondations et Instituts, ONG locales, groupes d'investissements et de finance solidaire.

Coopération multilatérale : contributions obligatoires et volontaires versées aux Organisations Internationales telles que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), le Programme Alimentaire Mondial (PAM), etc.

Aide humanitaire d'urgence : contribution volontaire en réponse à des crises humanitaires ou des catastrophes naturelles.

Partenariat avec les OSI⁽¹⁾ monégasques : co-financement de projets et renforcement de compétences pour les OSI⁽¹⁾ - www.osimonaco.org.

Soutien au Monaco Collectif Humanitaire (hospitalisation en Principauté d'enfants dont les pathologies ne sont pas opérables dans leur pays d'origine) - www.mch.mc.

⁽¹⁾ OSI : Organismes de Solidarité Internationale.

2. Économie

2.9. Finances publiques

2.9.6. Monopoles exploités par l'État

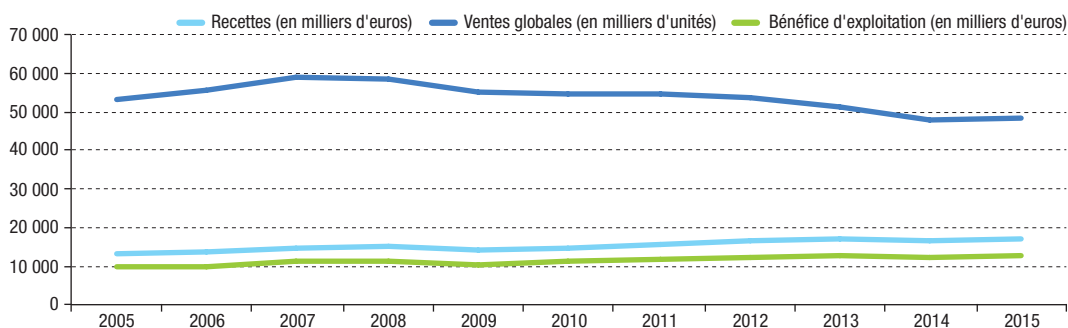
A. Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

> Évolution des résultats budgétaires

	Unités vendues (en milliers d'unité)	Recettes (en euro)	Bénéfice (en euro)	Poids
2004	51 148	12 717 460	9 205 829	72,4%
2005	53 070	13 199 055	9 655 526	73,2%
2006	55 763	13 647 532	10 016 208	73,4%
2007	58 866	14 874 838	11 047 087	74,3%
2008	58 426	15 262 997	11 414 850	74,8%
2009	55 051	14 168 889	10 482 362	74,0%
2010	54 712	14 835 347	11 069 825	74,6%
2011	54 564	15 597 577	11 658 795	74,7%
2012	53 535	16 394 169	12 261 879	74,8%
2013	51 404	16 899 551	12 640 288	74,8%
2014	47 663	16 586 317	12 453 145	75,1%
2015	48 329	16 926 157	12 526 468	74,0%

Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

> Comparatif des recettes budgétaires et des ventes



Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

> Vente de tabacs selon le type en 2015 - marché intérieur

Types Principaux	Unités	Poids	Valeurs ventes	Poids
Cigarettes	44 727	92,6%	15 339	82,9%
Cigares	168	0,4%	2 124	11,5%
Cigarillos	1 152	2,4%	577	3,1%
Tabacs à rouler	1 330	2,8%	330	1,8%
Tabacs à pipe	89	0,2%	20	0,1%
Tabacs à narguilé	846	1,8%	122	0,7%
Total	48 312	100,0%	18 512	100%

Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

Unité : milliers

Par rapport à 2014, les ventes de tabacs ont augmenté en valeur de 3,37 % et baissé en volume de 1,36 %.

2. Économie

2.9. Finances publiques

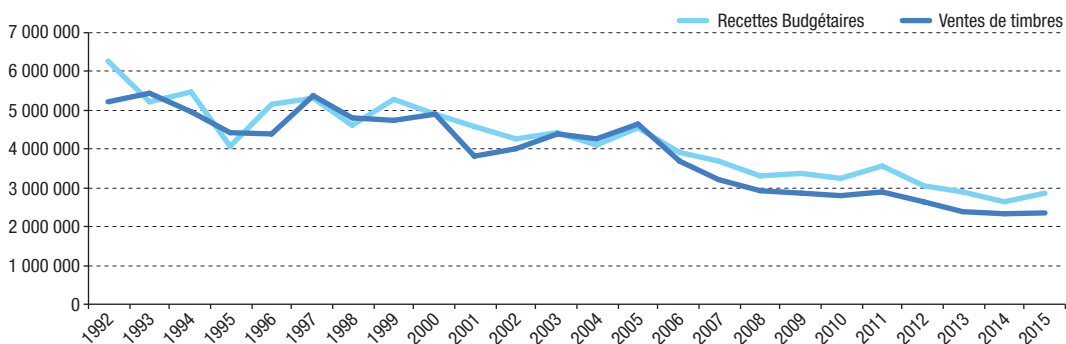
B. Office des Émissions de Timbres-Poste

> Comparatif des recettes budgétaires

	Ventes de timbres	Valeur émission	Recettes budgétaires
1992	5 226 229	44,77	6 279 642
1993	5 448 631	48,77	5 222 395
1994	4 951 326	45,43	5 472 486
1995	4 416 681	46,31	4 078 311
1996	4 382 451	43,39	5 149 182
1997	5 383 898	47,76	5 309 080
1998	4 818 323	48,88	4 616 389
1999	4 750 810	48,01	5 271 197
2000	4 894 906	46,02	4 887 625
2001	3 812 108	52,37	4 579 559
2002	4 006 205	48,03	4 254 113
2003	4 375 480	53,99	4 422 025
2004	4 267 049	49,08	4 112 848
2005	4 639 357	58,30	4 562 556
2006	3 703 926	53,02	3 918 893
2007	3 212 570	55,76	3 686 834
2008	2 935 421	54,55	3 317 716
2009	2 858 226	55,89	3 361 106
2010	2 799 330	56,12	3 243 211
2011	2 907 258	58,97	3 548 141
2012	2 639 610	59,68	3 068 787
2013	2 388 815	60,17	2 899 841
2014	2 332 216	62,66	2 640 901
2015	2 358 914	65,18	2 870 596

Source : Office des Émissions de Timbres-Poste

> Évolution des résultats budgétaires



Source : Office des Émissions de Timbres-Poste

Unité : euros

C. Autres monopoles exploités par l'État

Voir chapitres 3.8. Transports et circulation 3.9. Communications et 3.10. Énergie.

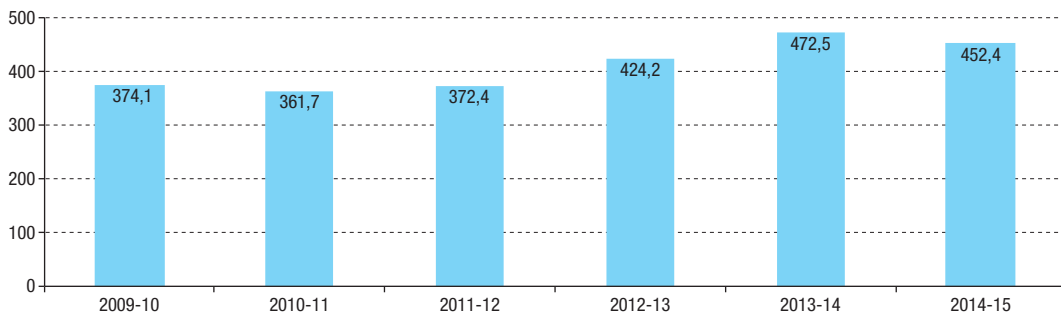
2. Économie

2.9. Finances publiques

2.9.7. Monopoles concédés par l'État

A. Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

> Évolution du chiffre d'affaires



Source : Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers
Unité : millions d'euros

Total jeux 2014-2015 : 196,4 millions d'euros (43% du chiffre d'affaires total).

Total des travaux et acquisitions d'immobilisation (hors investissements financiers) : 101,9 millions d'euros.

> Évolution de l'effectif au 31 mars

	2011	2012	2013	2014	2015
Cadres	549	558	607	623	644
Agents de maîtrise & Employés	3 088	3 121	3 437	3 514	3 520
Total Agents	3 637	3 679	4 044	4 137	4 164

Source : Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

B. Autres monopoles concédés par l'État

Voir chapitres 3.8. Transports et circulation 3.9. Communications et 3.10. Énergie.

2. Économie

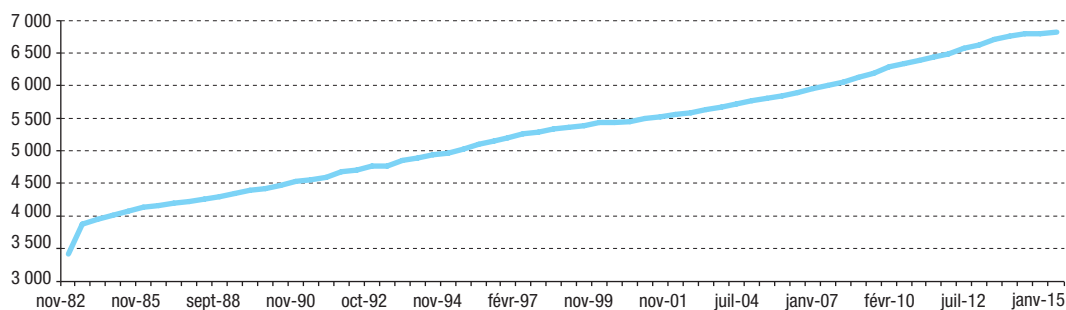
2.9. Finances publiques

2.9.8. Évolution des traitements de la Fonction publique

	Évolution	Majoré 100 (en euro)	Observations
01/01/05	0,80%	5 809,28	
01/07/05	0,60%	5 844,14	Plus 1 point réel
01/01/06	0,80%	5 890,89	
01/07/06	1,00%	5 949,80	
01/01/07	0,80%	5 997,40	
01/07/07	0,80%	6 045,38	
01/01/08	1,30%	6 123,97	I.P.B.I. augmentée de 6 points
01/07/08	1,00%	6 185,21	+ 2 points de l'indice 330 à 500 inclus (CG du 13 mars 2008 effet financier 01/01/2008)
01/01/09	1,60%	6 284,17	+ 3 points jusqu'à l'indice 329 et 1 point de l'indice 330 à 500
01/01/10	0,80%	6 334,44	
01/07/10	0,80%	6 385,12	
01/01/11	0,80%	6 436,20	
01/07/11	0,80%	6 487,69	
01/01/12	1,30%	6 572,03	
01/07/12	0,80%	6 624,61	
01/01/13	1,30%	6 710,73	
01/07/13	0,70%	6 757,71	
01/01/14	0,50%	6 791,50	
01/01/15	0,50%	6 825,46	

Source : Direction du Budget et Trésor

> Évolution du traitement indiciaire de la Fonction publique



Source : Direction du Budget et Trésor

2. Économie

2.10. Commerce extérieur

2.10.1. Échanges commerciaux⁽¹⁾

Après la forte hausse de 2013 (+45 %), le volume total des échanges commerciaux se maintient à un niveau très élevé (2,2 milliards d'euros) malgré une légère baisse en 2015 (-1 %).

Le chiffre d'affaires (CA) global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance, après le repli de 2014 sous l'effet du secteur du Commerce de gros (-9 %), se stabilise en 2015 (-1 %).

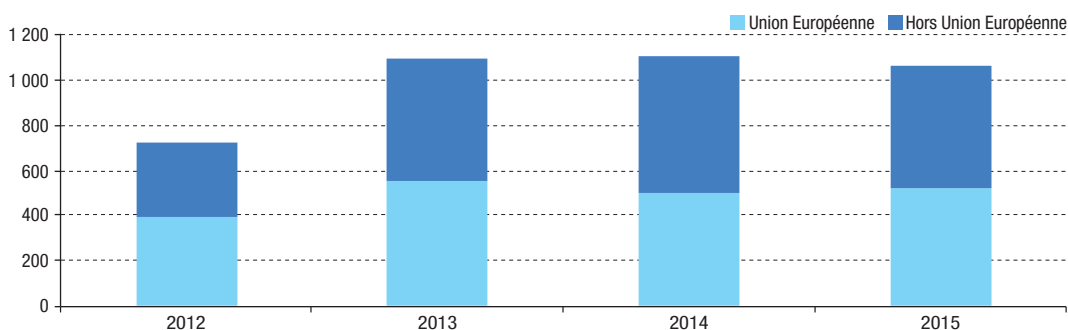
Les importations poursuivent leur croissance (+2 %) alors que les exportations se tassent (-4 %). Le déficit de la Balance commerciale (BC) se creuse. Il passe de -2,4 M€ à -66 M€. Les exportations représentent 8,3 % du CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance en 2015.

> Évolution des échanges

	Exportations et livraisons	% export UE	Importations et acquisitions	% import UE
2013	1 089,3	50,9%	1 084,8	61,5%
2014	1 102,1	45,0%	1 104,4	62,9%
2015	1 060,5	48,9%	1 126,2	57,1%

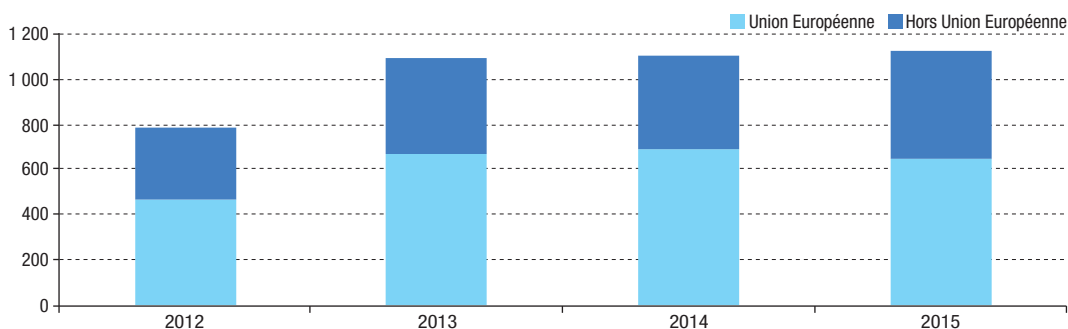
Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

> Évolution des exportations selon l'origine géographique



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

> Évolution des importations selon l'origine géographique



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : millions d'euros
⁽¹⁾ Hors France

2. Économie

2.10. Commerce extérieur

2.10.2. Échanges commerciaux par classe de produits A17

> Évolution des exportations par type de produits

Code	Export	2014		2015		Variation
C5	Fabrication d'autres produits industriels	620,1	56,3%	570,6	53,8%	↓
C3	Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fab. de machines	158,8	14,4%	160,6	15,1%	↑
C4	Fabrication de matériels de transport	133,7	12,1%	129,6	12,2%	↓
C1	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	127,0	11,5%	126,6	11,9%	↓
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	27,0	2,4%	31,4	3,0%	↑
RU	Autres activités de services	26,1	2,4%	27,0	2,5%	↑
JZ	Information et communication	7,5	0,7%	9,2	0,9%	↑
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1,8	0,2%	5,5	0,5%	↑
MN	Activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien	0,0	0,0%	0,0	0,0%	↓
C2	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0%	0,0	0,0%	↔
Total		1 102,1	100%	1 060,5	100%	↓

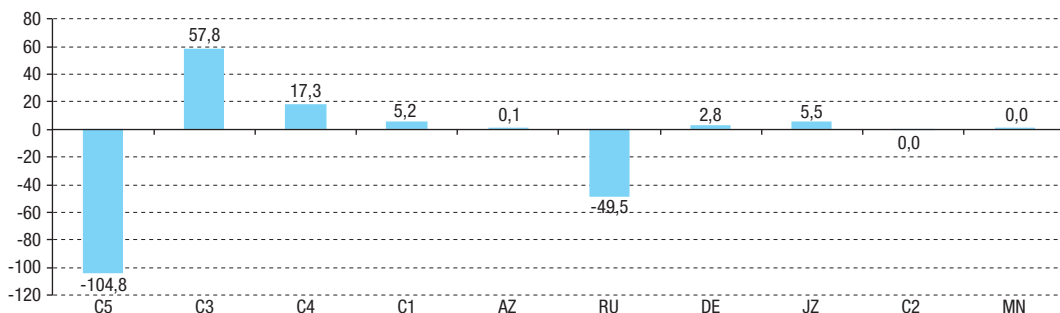
Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

> Évolution des importations par type de produits

Code	Import	2014		2015		Variation
C5	Fabrication d'autres produits industriels	728,8	66,0%	675,4	60,0%	↓
C1	Fab. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	72,2	6,5%	121,4	10,8%	↑
C4	Fabrication de matériels de transport	124,2	11,2%	112,3	10,0%	↓
C3	Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fab. de machines	108,1	9,8%	102,8	9,1%	↓
RU	Autres activités de services	39,1	3,5%	76,5	6,8%	↑
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	25,6	2,3%	31,3	2,8%	↑
JZ	Information et communication	4,6	0,4%	3,8	0,3%	↓
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1,8	0,2%	2,7	0,2%	↑
MN	Activités scientifiques et techniques- services administratifs et de soutien	0,0	0,0%	0,0	0,0%	↑
C2	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0%	0,0	0,0%	↓
Total		1 104,4	100%	1 126,2	100%	↑

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

> Balance commerciale selon le type de produits en 2015



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

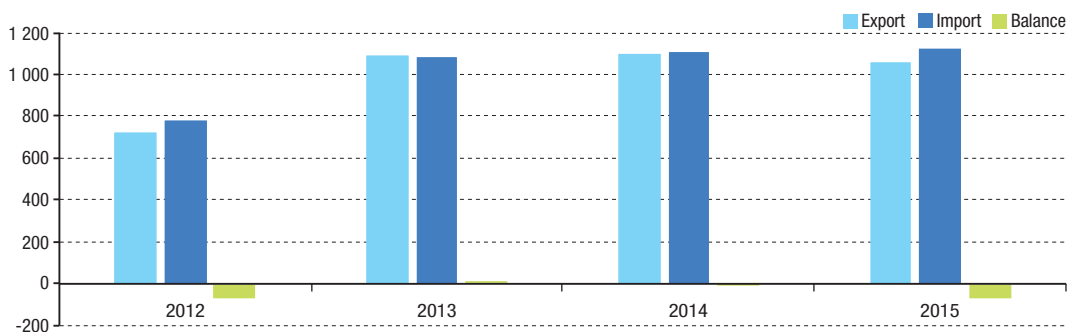
Unité : millions d'euros

2. Économie

2.10. Commerce extérieur

2.10.3. Balance commerciale

> Évolution de la balance commerciale



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

> Balance commerciale 2012

	Exportations	Importations	Balance	Taux de couverture
Total	721,2	782,3	-61,1	92,2%
UE ⁽¹⁾	391,7	463,0	-71,3	84,6%
Hors UE	329,4	319,3	10,2	103,2%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

> Balance commerciale 2013

	Exportations	Importations	Balance	Taux de couverture
Total	1 089,3	1 084,8	4,5	100,4%
UE ⁽¹⁾	554,4	667,2	-112,9	83,1%
Hors UE	534,9	417,6	117,3	128,1%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

> Balance commerciale 2014

	Exportations	Importations	Balance	Taux de couverture
Total	1 102,1	1 104,4	-2,4	99,8%
UE ⁽¹⁾	495,8	694,4	-198,6	71,4%
Hors UE	606,2	410,0	196,2	147,8%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

> Balance commerciale 2015

	Exportations	Importations	Balance	Taux de couverture
Total	1 060,5	1 126,2	-65,7	94,2%
UE ⁽¹⁾	518,8	643,1	-124,2	80,7%
Hors UE	541,6	483,1	58,5	112,1%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

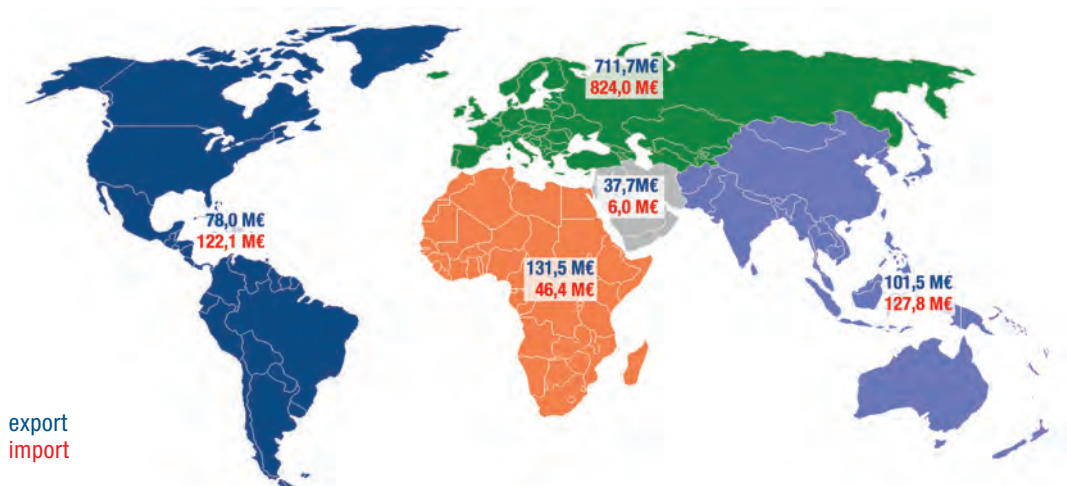
Unité : millions d'euros

⁽¹⁾ UE à 28 hors France

2. Économie

2.10. Commerce extérieur

2.10.4. Échanges commerciaux selon la zone géographique



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

> Évolution des exportations selon les zones géographiques

Exportations	2012	2013	2014	2015	Poids
Europe	455,0	735,0	721,2	711,7	67,1%
Afrique	138,6	145,0	142,4	131,5	12,4%
Asie	53,2	105,6	85,0	101,5	9,6%
Proche et Moyen-Orient	18,2	23,6	87,6	37,7	3,6%
Amérique	56,2	80,2	65,9	78,0	7,4%
Total	721,2	1 089,3	1 102,1	1 060,5	100%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

> Évolution des importations selon les zones géographiques

Importations	2012	2013	2014	2015	Poids
Europe	551,7	827,0	864,0	824,0	73,2%
Asie	145,5	165,3	117,1	127,8	11,3%
Amérique	42,8	50,8	77,2	122,1	10,8%
Afrique	39,7	38,2	40,9	46,4	4,1%
Proche et Moyen-Orient	2,7	3,6	5,2	6,0	0,5%
Total	782,3	1 084,8	1 104,4	1 126,2	100%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

2. Économie

2.10. Commerce extérieur

2.10.5. Échanges commerciaux selon le pays

> Évolution des exportations selon les pays

	2014	Poids	2015	Poids	Variation
Suisse	184,2	16,7%	156,6	14,8%	-15,0%
Allemagne	106,7	9,7%	111,9	10,5%	4,8%
Italie	111,0	10,1%	96,5	9,1%	-13,1%
Royaume-uni	77,4	7,0%	88,5	8,3%	14,3%
Etats-unis	38,4	3,5%	54,1	5,1%	40,9%
Belgique	43,1	3,9%	49,1	4,6%	14,0%
Espagne	54,3	4,9%	48,3	4,6%	-10,9%
Hong kong	41,9	3,8%	45,2	4,3%	7,9%
Pays-bas	16,4	1,5%	21,6	2,0%	31,8%
Pologne	13,7	1,2%	20,7	2,0%	50,9%
Tunisie	16,9	1,5%	20,0	1,9%	18,7%
Nouvelle-calédonie	17,0	1,5%	14,1	1,3%	-16,8%
Côte-d'ivoire	12,2	1,1%	13,3	1,3%	9,1%
Algérie	22,0	2,0%	13,0	1,2%	-40,9%
Emirats arabes unis	9,4	0,8%	12,1	1,1%	29,0%
Gabon	12,2	1,1%	11,0	1,0%	-9,6%
Suède	8,5	0,8%	9,9	0,9%	16,7%
Sénégal	9,2	0,8%	9,5	0,9%	4,2%
Japon	7,1	0,6%	9,5	0,9%	33,1%
Congo	9,9	0,9%	9,5	0,9%	-4,0%
Autres	290,6	26,4%	246,0	23,2%	-15,4%
Total	1 102,1	100%	1 060,5	100%	-3,8%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

> Évolution des importations selon les pays

	2014	Poids	2015	Poids	Variation
Italie	323,9	29,3%	289,7	25,7%	-10,6%
Etats-unis	58,7	5,3%	90,4	8,0%	54,0%
Royaume-uni	129,2	11,7%	86,6	7,7%	-32,9%
Suisse	60,3	5,5%	75,3	6,7%	24,9%
Allemagne	66,9	6,1%	68,6	6,1%	2,5%
Belgique	53,1	4,8%	54,4	4,8%	2,4%
Chine	45,8	4,1%	52,4	4,7%	14,4%
Tunisie	27,8	2,5%	33,0	2,9%	18,8%
Pays-bas	12,3	1,1%	31,2	2,8%	153,0%
Irlande	23,8	2,2%	30,4	2,7%	27,4%
Espagne	28,8	2,6%	29,1	2,6%	1,1%
Hong kong	23,7	2,1%	21,5	1,9%	-9,2%
Brésil	4,0	0,4%	13,7	1,2%	240,2%
Bangladesh	6,5	0,6%	11,5	1,0%	77,4%
Dominicaine (république)	5,9	0,5%	10,5	0,9%	76,7%
Viêt nam	15,2	1,4%	10,4	0,9%	-31,6%
Pologne	10,7	1,0%	9,8	0,9%	-8,1%
Portugal	8,3	0,7%	7,8	0,7%	-5,6%
Tchèque (république)	7,7	0,7%	7,2	0,6%	-7,2%
Turquie	7,8	0,7%	6,9	0,6%	-11,6%
Autres	183,8	16,6%	185,7	16,5%	1,0%
Total	1 104,4	100%	1 126,2	100%	2,0%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

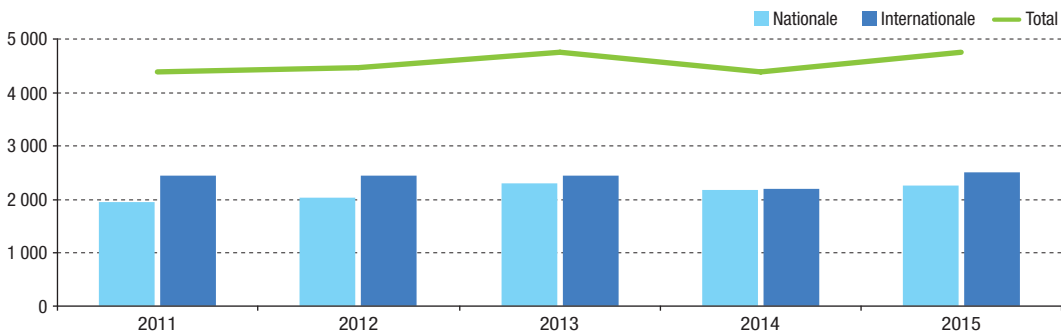
Unité : millions d'euros

2. Économie

2.11. Propriété Intellectuelle, Marques et Brevets, Dessins et Modèles

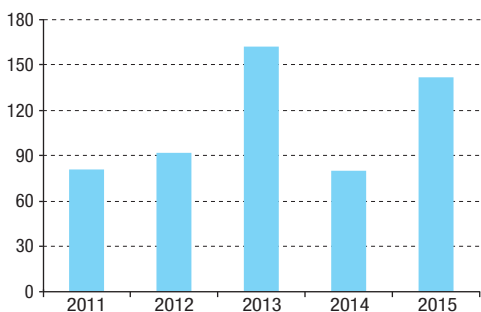
2.11.1. Dossiers gérés par l'Office selon le domaine

> Évolution des marques



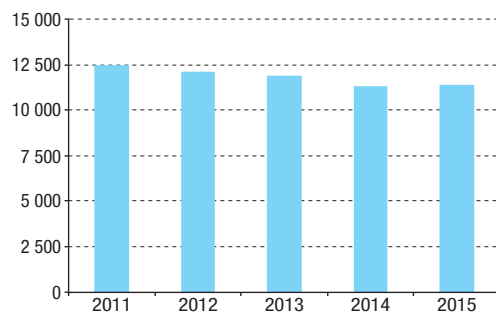
Source : Direction de l'Expansion Économique / Division de la Propriété Intellectuelle

> Évolution des dessins et modèles



Source : Direction de l'Expansion Économique / Division de la Propriété Intellectuelle

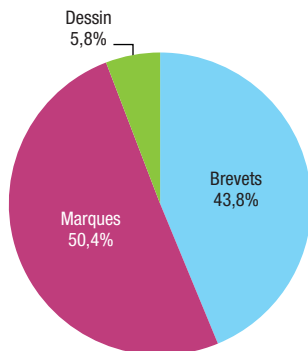
> Évolution des brevets



Source : Direction de l'Expansion Économique / Division de la Propriété Intellectuelle

2.11.2. Activité des titres de propriété industrielle en Principauté

> Dossiers en vigueur selon le domaine



Source : Direction de l'Expansion Économique / Division de la Propriété Intellectuelle

Données au 22/02/2016.